

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1925.

PROPOSITION DE LOI

concernant la protection et l'assurance maternelles.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le 20 décembre 1923, nous avons l'honneur de déposer une proposition de loi concernant la protection et l'assurance maternelles.

Cette proposition eut le rare honneur d'être adoptée, à la presque unanimité, par les sections de la Chambre. Elle eut un accueil particulièrement bienveillant dans les milieux ouvriers. Bien plus, le comité directeur de la Ligue Nationales des Familles Nombreuses en a fait l'objet d'un examen approfondi et d'une discussion à la réunion générale du 15 décembre 1924. A cette réunion les résolutions suivantes furent adoptées :

1° La commission des Familles Nombreuses estime que la loi doit être de l'application la plus large possible et n'exclure aucune catégorie de femmes, que celles-ci soient employées, ouvrières ou domestiques ou qu'elles ne louent pas leurs services, l'assurance pouvant être obligatoire ou facultative selon la distinction faite ci-dessus :

2° La limite d'obligation doit, de toute façon, être élargie, eu égard au nombre d'enfants déjà à charge, disposition déjà admise par la loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

3° L'assurance maternelle doit s'organiser non pas sur la base de mutualités féminines particulières, mais bien dans le cadre des organismes mutualistes existants.

4° La protection maternelle légale doit s'inspirer des dispositions de la Convention de Washington.

5° L'assurance maternelle doit réaliser, pour la femme, la gratuité des soins médicaux, y compris les frais de l'accouchement, et le paiement d'une indemnité destinée à couvrir :

a) La diminution subie dans les ressources du ménage pour la femme dont le travail est rémunéré ou le coût de l'intervention d'une personne appelée à remplacer la mère dans les soins ménagers, dans le cas de la femme qui n'est pas occupée moyennant rémunération ;

b) Tous autres frais particuliers à prévoir à l'occasion de la naissance.

Il est juste, en attendant que l'octroi d'allocations familiales suffisantes soit généralisé, que l'indemnité prévue ci-dessus soit, dans une certaine mesure, mise en rapport avec le supplément de charges que représente l'existence d'une famille nombreuse.

Nous avons tenu compte de ces résolutions en rédigeant notre nouvelle proposition.

La dissolution des Chambres Législatives ayant rendu cadue notre premier projet, nous avons l'honneur de le présenter de nouveau, légèrement modifié d'après les résolutions précitées et les observations de la Section Centrale, mais avec un développement plus détaillé, et complété par ce qui existe au point de vue protection et assurance maternelles dans d'autres pays.

Il y a deux ans nous pouvions écrire à juste titre que plus que jamais la protection maternelle est devenue un objet d'intérêt général.

L'objet de cette protection intéresse non seulement la famille, mais aussi l'État, voire la communauté toute entière. En effet, le problème met en question, non seulement le bien-être moral et matériel de la famille, mais aussi l'avenir du pays.

Quand il s'agit de la protection maternelle de celles qui sont au service d'autrui comme ouvrières, comme employées d'industrie ou de commerce ou comme domestiques, cette protection restera insuffisante, aussi longtemps qu'elle ne trouve son complément dans l'assurance maternelle. Celle-ci, pour produire toute son efficacité, doit pouvoir compter sur de larges subventions de l'État et des pouvoirs publics, en même temps que le patronat doit être obligé d'alimenter les caisses par un prélèvement spécial sur les salaires.

Telles sont les directives que nous posons en principe.

Nous reconnaissons volontiers que la question de la protection et de l'assurance maternelles trouve sa place tout indiquée dans le problème général des assurances sociales ; elle en constitue une partie importante.

Toutefois, en raison de l'état actuel de nos finances et de la situation incertaine que nous traversons, nous ne voyons pas la possibilité de donner une solution adéquate à la grande question qui nous occupe. D'ailleurs, en donnant une solution séparée à une partie importante de la question des assurances, on laisse l'ensemble de cette question intact. La sollicitude dont la Ligue Nationale des familles nombreuses et la Commission officielle des familles nombreuses entourent la mère et l'enfant, a été pour nous une raison de plus pour nous engager à déposer une proposition de loi qui peut sans difficulté réunir les suffrages de toutes les opinions.

La proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre, comprend deux parties bien distinctes : 1° la protection maternelle ; 2° l'assurance maternelle.

En ce qui concerne les femmes et les mères employées dans le commerce et

L'industrie, le système de protection maternelle est suranné et sans contredit incomplet. Seule la loi du 13 décembre 1889 contient une disposition à ce sujet, notamment l'article 5 ainsi conçu : Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement ; elle ne comprend aucune disposition pour protéger la santé durant la grossesse. Il est vrai que la loi sur le contrat d'emploi a comblé en grande partie cette lacune en faveur des femmes qui travaillent comme employées dans le commerce et l'industrie. Toutefois, cette loi ne parle pas de l'assurance maternelle ; nous avons donc pensé que notre proposition devait également s'occuper de ces dernières.

Quant aux femmes employées comme domestiques, notre législation ouvrière n'a prévu jusqu'à présent aucune disposition ni au point de vue protection ni au point de vue assurance maternelles.

Notre proposition a pour but de combler cette lacune.

En ce qui concerne la protection maternelle légale, nous nous sommes inspirés des conclusions adoptées par la Convention Internationale du Travail de Washington (1919). Ces dispositions furent, en effet, adoptées à l'unanimité par les délégués belges, tant par ceux du Gouvernement que par ceux des organisations patronales et ouvrières, de sorte qu'elles constituent une obligation morale pour la législation ouvrière belge.

Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de notre proposition reproduisent quasi textuellement les dispositions de la Convention Internationale.

La Convention Internationale de Washington contient, en effet, les dispositions suivantes relatives à la protection maternelle :

a) La femme en couche ne peut reprendre son travail endéans les six semaines qui suivent l'accouchement ;

b) La femme enceinte peut suspendre son travail moyennant production d'un certificat médical attestant que l'accouchement aura lieu probablement dans les six semaines ;

c) La femme a droit à une indemnité pour elle et pour son enfant, ainsi qu'aux soins gratuits du médecin ou de la sage-femme pendant le temps qu'elle reste absente de son travail en vertu des stipulations *a* et *b* ;

d) La mère-nourrice jouit, pour allaiter son enfant, de deux repos quotidiens, d'une demi-heure chacun ;

e) L'employeur ne peut congédier l'ouvrière pour cause de maladie ou d'indisposition résultant de la grossesse ou de l'accouchement.

On pourrait nous faire observer qu'une meilleure protection maternelle pourrait être réalisée dans le cadre de la législation ouvrière existante, notamment sous forme de modifications à la loi du 13 décembre 1889. Toutefois, les résolutions de la Conférence Internationale du Travail de Washington formulent clairement le droit de la mère à une indemnité pour elle et pour son enfant, ainsi qu'aux soins gratuits du médecin ou de la sage-femme, durant l'époque qu'elle doit suspendre son travail. Et, comme, d'après les conceptions admises en Belgique, ces avantages ne peuvent s'obtenir sans l'assurance, nous estimons que les deux objets (protection et assurance) ne peuvent être séparés. C'est pourquoi nous avons voulu les comprendre tout deux dans notre proposition.

A titre documentaire, nous donnons ci-dessous :

UN EXPOSÉ CONCIS DES DISPOSITIONS LÉGALES RELATIVES A LA PROTECTION ET A L'ASSURANCE MATERNELLES DANS LES PAYS ÉTRANGERS.

Les pays industriels établissent, chacun à sa façon, la nécessité de régler le travail des femmes à l'époque de leur accouchement.

En général on est d'accord pour interdire tout travail dans les établissements industriels avant l'accouchement, et depuis une dizaine d'années on a songé à assurer en même temps les intérêts de la mère pendant ces jours de chômage.

Nous donnons ici le résumé des lois appliquées dans 28 pays, dont quatre États des États-Unis et quatre Possessions anglaises, d'après l'enquête qui a été faite par le Comité organisateur de la Conférence de Washington :

1. France (loi du 30 juillet 1913, décrets du 26 décembre 1909 et du 26 octobre 1912); Allemagne (art. 137. Code industriel); Belgique (lois du 13 décembre 1889, du 26 mai 1914, coordonnées le 20 février 1919); Brésil (St-Pol, 29 décembre 1917); Grande-Bretagne (loi sur les usines, 1901); Danemark (loi sur les usines, 1913; sur les boulangeries, 1912); Grèce (loi de 1912, décret des 14-17 août 1913); Italie (loi de 1907, règlements du 29 mars 1908 et du 14 juin 1919); Japon (loi du 28 mars 1911, règlement du 3 août 1916); Pays-Bas (loi de 1911, décret du 14 janvier 1910); Norvège (loi de 1915); Pologne (Code autrichien et allemand); Portugal (décrets du 14 avril 1891, loi de 1915); Roumanie (loi du 25 janvier 1912); Serbie et Espagne (lois de 1900 et de 1907); Suède (lois de 1912 et de 1916); Suisse (loi de 1914); Tchéco-Slovaquie (Code industriel autrichien, art. 94, art. 6 de la loi sur l'assurance contre la maladie, modifiée en 1917).

2. Connecticut, Massachusetts, New-York, Vermont.

3. Nouvelle-Galles du Sud (lois sur les usines, 1912); Australie Occidentale (lois sur les usines de 1909 et de 1911); Nouvelle-Zélande (1908).

Toutes ces dispositions actuellement en vigueur ont pour but : 1° de veiller à la santé de la mère et de l'enfant, en assurant à l'ouvrière le repos nécessaire avant et après l'accouchement; 2° de veiller à la santé de l'enfant quand la mère aura repris le travail.

Quant au premier point, on a interdit, en règle générale, de faire travailler les femmes pendant un temps déterminé avant et, quelquefois, après leur accouchement. Plusieurs pays ont créé en outre, une assurance ou une indemnité maternelle qui accorde un subside pendant les jours de chômage involontaire. Certaines lois ont une tendance à empêcher que d'après son contrat de travail, la mère soit punie d'une amende pour avoir abandonné son travail, sans préavis, peu de temps avant son accouchement, et à lui garantir la possibilité de reprendre le travail, si elle le désire, après cette période de chômage.

Quant au second point, certains pays ont essayé de protéger la santé de l'enfant, après le retour de la mère au travail, en obligeant l'employeur à lui assurer la possibilité de nourrir son enfant.

Limitation du travail de la mère avant et après l'accouchement.

En cette matière, la loi espagnole est la plus radicale, puisqu'elle comprend tout travail manuel. Elle va même plus loin que la loi belge, qui est applicable aux mines, aux établissements commerciaux, aux hôtels et aux bureaux des établissements industriels et commerciaux, aux services de transport, en même temps qu'aux fabriques et aux usines. Vient ensuite la loi grecque, dont les dispositions sont à peu près les mêmes que celles de la loi belge, sauf qu'elle ne mentionne pas les bureaux des ateliers et établissements de commerce; puis vient une longue série de lois applicables aux établissements commerciaux et industriels. La législation française appartient à cette série (loi de 1913 et décret spécial interdisant de faire porter, trainer ou pousser toute charge quelconque par les femmes après leur accouchement); il en est de même des lois des États de Connecticut, New-York, Massachussetts et Vermont. Dans la République Argentine, en Grande-Bretagne, au Brésil, aux Pays-Bas, au Portugal, les mines et les ports sont mentionnés spécialement; en Nouvelle-Zélande, les règlements sont appliqués à toutes les fabriques et usines, mais non aux établissements de commerce et aux autres entreprises. Certains États, ne tenant compte que du nombre d'ouvriers, ont exclu toutes les petites usines. Tels l'Afrique du Sud (où les ateliers de moins de 3 ouvriers sont exclus); la Nouvelle-Galles du Sud (moins de 4 personnes); la Norvège (moins de 5); l'Italie, le Danemark, l'Australie Occidentale (moins de 6); la Suède (usines de moins de 3 chevaux-vapeur et de moins de 3 personnes et usines de moins de 10 personnes); l'Allemagne (moins de 10 personnes); le Japon (moins de 10 personnes, sauf pour les travaux de nature dangereuse). En Suisse, la loi fédérale exclut les petites usines, sans établir cependant une limite bien déterminée. Dans la République autrichienne, en Tchéco-Slovaquie et dans certaines provinces polonaises, l'ancien code industriel exclut les petits métiers sans préciser le sens exact de ce terme.

Durée de l'interdiction du travail après l'accouchement.

La durée de l'interdiction du travail varie de quatre à huit semaines (dont six après l'accouchement, en Allemagne et dans une partie de la Pologne); elle atteint même douze semaines dans l'Afrique du Sud (loi de 1918), dont huit semaines après l'accouchement.

Dans certains pays, il est permis de réduire la durée de l'interdiction du travail, sur production d'un certificat médical déclarant que la femme est à même de reprendre le travail. En Suisse, la durée peut être portée de six à huit semaines, à la demande de la femme elle-même.

Des vingt-neuf lois promulguées dans les dits pays, quatorze prescrivent un repos de trente jours ou moins, et quinze prescrivent un repos de cinq semaines ou plus. La loi japonaise, prescrivant en général cinq semaines, permet de réduire le repos à trois semaines moyennant production d'un certificat médical. Dans les mêmes conditions, il est permis en Espagne de porter la durée de six à huit semaines. En Suède (six semaines), la femme peut reprendre le travail

aussitôt qu'elle est rétablie. Les lois italienne et danoise établissent la plus courte durée : la première impose en principe un repos de quatre semaines, mais elle permet que la mère reprenne le travail trois semaines après l'accouchement, sur production d'un certificat médical (1); d'après la seconde, quoique en principe il soit prescrit quatre semaines de repos, l'ouvrière peut reprendre le travail aussitôt que le médecin l'y autorise.

On tend à prolonger la durée de l'interdiction du travail. C'est ainsi qu'en Espagne on a porté la durée de trois à six semaines après l'accouchement; en Allemagne (1908) de quatre à huit semaines.

En Hollande, la durée du repos a été portée par une loi de quatre à huit semaines, dont six après l'accouchement.

Certaines lois, limitant la durée du repos à quatre semaines ou à un mois, sont déjà anciennes. La loi belge date de 1889; la loi portugaise de 1891, la loi anglaise de 1891 (2). La plupart des lois, fixant une durée plus longue, sont relativement récentes : Suède et Grèce, 1912; Suisse, 1914; Norvège, 1915; Japon, 1916.

Une seule loi fait exception. Une ancienne loi suisse de 1877 est allée plus loin que la récente loi modificative, en ce sens qu'elle prescrit un repos de deux semaines avant et de six semaines après l'accouchement. L'interdiction de travailler avant l'accouchement a été suspendue, parce qu'il arrive souvent que la femme ne sait pas prévoir l'époque précise de son accouchement, qu'elle préfère ne pas renoncer au travail et ne pas perdre son salaire et qu'elle effectue parfois, en dehors de l'atelier, un travail plus fatigant que son travail ordinaire.

*Droit au repos avant l'accouchement et à la reprise du travail
à l'expiration du repos obligatoire.*

Certaines lois ont tenté d'assurer la condition des ouvrières, tant comme mère que comme ouvrière, en leur accordant le droit de quitter le travail quelque temps avant l'accouchement sur production d'un certificat médical, ou même sans avis préalable, et de reprendre le travail ultérieurement.

L'Espagne, la Norvège, la Suède, la France reconnaissent formellement à la femme enceinte le droit d'abandonner le travail, sans donner le préavis d'usage (l'Espagne pendant le huitième mois, la Norvège pendant les deux dernières semaines). En Suisse, la femme enceinte peut abandonner à son gré le travail et elle ne peut être renvoyée de ce chef.

Les lois espagnole, française, grecque, norvégienne et roumaine stipulent formellement que la femme conserve son travail dans l'atelier.

En Suisse, il est interdit de renvoyer l'ouvrière lors de son absence pour cause d'accouchement; son contrat de travail ne peut non plus se périmer au cours de cette même absence.

(1) Le travail est interdit un mois avant et un mois après l'accouchement pour certains travaux d'épuration (mondatura) dans les rizières.

(2) Cette loi n'a pas été modifiée par celle de 1901.

Facilités données aux mères pour l'allaitement de leurs enfants.

En Argentine, en France, en Italie, en Norvège, en Espagne et en Suède, il est permis à la mère d'allaiter son enfant pendant les heures du travail. Une disposition analogue est prévue au projet de loi soumis actuellement au Parlement hollandais. Au Danemark, un local spécial doit être mis à la disposition des mères allaitant leurs enfants, dans tout atelier occupant plus de 25 ouvrières; en ce qui concerne les ateliers de moindre importance, la loi ne paraît pas accorder aux mères le temps nécessaire pour allaiter leurs enfants. En Italie, un local doit être mis à la disposition des mères dans les fabriques occupant au moins 50 ouvrières. Il en est de même au Portugal; toutefois, la crèche ne doit pas être établie dans le même établissement. Par contre, plusieurs établissements industriels peuvent organiser une crèche commune, à condition qu'elle ne se trouve pas distante de plus de 300 mètres de chacun d'eux. En France, les grandes usines, occupant plus de 100 femmes au-dessus de 15 ans, peuvent être obligées d'établir une crèche.

Assurance ou indemnité en cas d'absence forcée pendant la période de l'accouchement.

Parmi les vingt-huit pays cités ci-dessus, il y en a douze qui allouent un secours ou une indemnité au cours de la période de repos imposée à l'époque de l'accouchement.

Dans certains cas, ce secours est en rapport direct avec l'interdiction légale; dans d'autres, il n'existe pas le moindre rapport. Dans sept pays, l'allocation fait partie du secours alloué par l'assurance-maladie. En Italie, il existe une caisse spéciale pour l'assurance maternelle; en France, les femmes reçoivent une allocation spéciale de maternité sans être obligées de payer une prime d'assurance. Cette allocation est prélevée sur les deniers publics et liquidée par l'autorité locale. Dans l'Afrique du Sud, l'ouvrière devant vivre de son salaire peut obtenir, sur déclaration de l'inspecteur, une indemnité pendant douze semaines, prélevée sur les crédits votés par le Parlement.

La loi danoise semble présumer que, le cas échéant, les ouvrières indigentes seront secourues par l'État, puisqu'elle dit formellement que ce secours ne remplace pas celui accordé par l'institution de bienfaisance. En Norvège, les femmes indigentes reçoivent des allocations variant de 15 à 45 couronnes par mois, sous déduction du secours alloué par l'assurance-maladie. Ces indemnités sont liquidées par la caisse communale six semaines avant et six semaines après l'accouchement, à condition que la mère donne le sein à l'enfant. En Suisse, l'assurance-maladie est à charge des cantons. La loi fédérale stipule seulement que les caisses-maladies doivent intervenir en cas de naissance et de maladie. En Tchéco-Slovaquie, en Allemagne, en Roumanie et en Norvège, le montant de l'assurance maternelle est le même que celui de l'indemnité-maladie (généralement 50 à 60 p. c. du salaire).

En Grande-Bretagne, lorsque le mari est assuré, l'assurance-mariage ajoute une prime de maternité de 30 shelling à l'allocation hebdomadaire versée par la caisse-maladie, et cela pendant quatre semaines après l'accouchement. Si le mari

n'est pas assuré, la mère reçoit de sa propre assurance une indemnité maternelle double au total : 3 livres. L'assurance anglaise est liquidée en une fois et n'est pas limitée aux seules femmes occupées dans l'industrie ; elle est également en rapport direct avec l'interdiction d'occuper les mères dans l'industrie immédiatement après l'accouchement. Normalement, on exige que la femme qui reçoit l'indemnité doit s'abstenir de travailler pendant quatre semaines après l'accouchement.

En Hollande, on est tenu de payer le salaire intégral pendant toute la durée de l'incapacité du travail tant avant qu'après l'accouchement, au lieu de 70 p. c. du salaire moyen (selon la classe) qui est généralement payé à titre d'indemnité en cas de maladie.

Un décret récemment promulgué en Pologne prescrit également, sous réserve d'approbation par le Parlement, le paiement du salaire intégral.

Il importe de signaler ici la loi australienne de 1912 relative à l'indemnité maternelle, quoiqu'elle soit étrangère aux conditions de travail. Cette loi accorde une prime de 5 livres à toute femme australienne qui met un enfant au monde.

Dans certains pays, l'indemnité maternelle consiste en une somme d'argent, avec soins médicaux gratuits et l'assistance gratuite d'une sage-femme. En Grande-Bretagne, en Italie, en Hollande, la femme n'a pas droit à l'assistance gratuite du médecin ou de la sage-femme. Cependant, en Grande-Bretagne l'ouvrière, qui n'est pas en état de travailler pendant la période de grossesse, a droit au secours de maladie et aux soins médicaux, comme pour toute autre maladie. L'ouvrière anglaise a encore droit aux avantages de plusieurs institutions créées par les autorités locales en vue d'assurer aux femmes des conseils, des aliments et des soins durant la période de leur grossesse et au moment de leur accouchement. Ces institutions sont subsidiées et développées par le Ministère de l'Hygiène, récemment créé.

En Belgique, un service médical spécial, ayant pour mission de surveiller les conditions hygiéniques dans les établissements industriels, est chargé de s'occuper de la situation des ouvrières-mères et des enfants. Les lois d'assurance des autres pays accordent les soins gratuits de la sage-femme ou du médecin, en même temps que des secours en argent.

En Amérique, le Bureau de l'Enfance du Département du Travail conseille l'adoption d'un programme d'intervention fédérale dans les différents États, en vue de venir en aide à l'œuvre de protection des mères et des jeunes enfants. Cette œuvre de protection accordera à la mère les soins médicaux nécessaires, avant, pendant et après l'accouchement, et indiquera les institutions chargées de l'examen de l'enfant. Un projet de loi, basé sur ce programme, sera soumis au Congrès à la session prochaine.

Un des grands obstacles, que rencontre l'application de l'interdiction du travail, consiste dans la difficulté d'en assurer l'observation. Dans la plupart des cas, le patron ou les surveillantes ignorent la naissance ou les dates ; les lois établissent, en général, que le patron ne pourra être poursuivi que lorsqu'il aura fait travailler sciemment une personne pendant la période de repos.

Dans un seul pays, en Suisse, la loi prescrit que l'employé, chargé des déclarations de naissance, transmettra au patron un extrait de l'acte de naissance de

l'enfant de l'ouvrière travaillant chez lui. En Hollande on procède d'une toute autre façon. Toute femme mariée, acceptant un emploi tombant sous l'application de la loi, doit être munie d'un carnet délivré par l'autorité locale, qui tient la liste des carnets délivrés. Dans ce carnet il est fait mention de chaque accouchement avec la signature de l'autorité. Le carnet reste aux mains du patron qui le remet à l'ouvrière au moment où elle quitte son service. Tout inspecteur qui soupçonne une infraction à la loi, peut exiger qu'un double du carnet soit remis aux ouvrières d'un établissement.

En Angleterre, deux Commissions ont examiné le problème du travail des femmes avant et après l'accouchement. En principe, elles admettent qu'il est nécessaire de confier à des personnes compétentes une enquête supplémentaire.

ESPAGNE

Projet de décret présenté au Conseil des Ministres par le Ministre du Travail, du Commerce, de l'Industrie, le 20 août 1923, modifiant la loi sur le travail des femmes et des enfants et établissant un régime provisoire d'allocations aux femmes en couche, en attendant la création d'une caisse d'assurance obligatoire en cas de maternité. Entrée en vigueur : 13 novembre 1923.

Principaux articles :

- a) Repos obligatoire six semaines après l'accouchement.
- b) Droit d'abandonner le travail six semaines avant, sur certificat médical.
- c) Poste de travail réservé par le temps autorisé : maximum, vingt semaines.
- d) Repos pour l'allaitement : une heure par jour, divisible en deux repos d'une demi-heure, en dehors des repos ordinaires. Elles ne seront jamais décomptées des heures de travail.
- e) Pendant tout le temps où les femmes sont dispensées du travail, elles ont droit : 1° à l'assistance gratuite du médecin ou de l'accoucheuse ;
2° à l'indemnité journalière.

Subsides donnés par l'État, par l'intermédiaire d'organismes tels que les mutualités maternelles ou les sociétés de secours mutuels ou les monts de piété.

Ont droit à ce subside toutes les ouvrières qui réunissent les conditions suivantes :

- 1) être affiliée au régime obligatoire de retraite ouvrière ;
- 2) ne pas abandonner le nouveau-né ;
- 3) s'abstenir de tout travail pendant deux semaines.

(F. B. Octobre 1923.)

JAPON.

Loi votée par le Parlement dans la session du 27 décembre 1922-27 mars 1923 (loi sur les usines) : elle pose en principe la loi sur l'assurance-maladie du 22 avril 1922, la protection de la femme avant et après l'accouchement.
(L. F. 8 juin 1923.)

Protection des institutrices avant et après l'accouchement.

Arrêté du Ministre de l'Instruction Publique, 16 septembre 1922 :

- 1° repos de deux semaines avant l'accouchement avec prolongation nécessaire sur présentation médicale ;
- 2° repos de six semaines après ;
- 3° les institutrices des écoles bénéficieront des mêmes droits (l. S., 29 décembre 1922).

ITALIE.

Projet de loi présenté par le Gouvernement concernant la réforme assurance-maternité, approuvée par la Chambre des députés, 9 février 1923 :

- 1° augmentation de l'indemnité à la femme accouchée, de 40 à 100 liras ;
- 2° prime annuelle due par l'ouvrière assurée, portée de 1 à 3 liras ;
- 3° prime due par l'employeur, portée de 1 lire 25 à 4 liras ;
- 4° subvention accordée par l'Etat pour accouchement ou fausse-couche portée de 12 à 18 liras.

L'attention fut attirée au cours de la discussion sur l'emploi des femmes avant et après accouchement.

Droit pour la femme : de quitter le travail six semaines avant ; recevoir indemnités (l. S., 2 mars 1923).

CHILI.

Projet du code de travail ou de la prévoyance sociale présenté au Congrès par M. A. Alessandini, Président de la République (année 1921, n° spécial du *Bulletin du Travail du Chili*).

Travail des femmes.

Les femmes enceintes ont droit à six semaines de repos avant et après l'accouchement.

Les fabriques employant plus de 20 femmes : pouponnière pour les enfants de moins de 1 an.

Les ouvrières ont droit à une heure de repos par jour pour allaitement. (l. S., 14 juin 1922.)

Loi vient d'être adoptée :

Tout établissement occupant 50 ouvrières de plus de 18 ans doit avoir une chambre d'allaitement.

Le temps consacré à l'allaitement est compté en plus du repos ordinaire ; il ne peut entraîner diminution de salaire. (Septembre 1923, l. B., octobre 1923.)

La Protection maternelle en Belgique.

La proposition de loi, présentée au Parlement belge conformément aux conclusions de la Commission interparlementaire des assurances sociales, comprend les dispositions suivantes relatives à l'assurance maternelle, et reprise depuis, par MM. Pecher et consorts.

Assurance maternelle.

Art. 80. — L'assurance maternelle a pour objet de garantir le versement :
a) d'une indemnité de 300 francs à la femme de tout assuré en cas d'accouchement moyennant justification qu'elle chôme pendant au moins trente jours ;
b) d'une indemnité de 500 francs à toute assurée obligatoire qui chômera pendant dix semaines.

Art. 81. — Il est institué une caisse nationale d'assurance maternelle dotée de la personification civile et annexée à la Caisse nationale d'invalidité. Sa gestion est assumée par le Conseil d'administration de celle-ci.

Art. 82. — La caisse d'assurance maternelle sera alimentée :

1) Par une cotisation uniforme de fr. 3.60 par assuré et par an, perçue à l'intervention des mutualités ou des établissements régionaux ;

2) Par une subvention du même import à charge, par parts égales, de l'État et de la province où est établie la mutualité dont l'assuré fait partie.

L'indemnité d'accouchement sera liquidée à l'intervention de la mutualité ou de l'établissement régional où l'assuré est affilié.

LA PROTECTION MATERNELLE EN ALLEMAGNE.

Dans la *Revue du Travail* du 30 juin 1925, pages 1229 à 1230, a paru un exposé très intéressant de la protection maternelle en Allemagne.

Nous reproduisons ici ce document instructif :

« Le Dr Teleky, Landesgewerbeamt, a écrit pour la *Soziale Praxis* du 7 mai, un intéressant article sur l'application du régime légal en vigueur concernant la protection des femmes enceintes et des mères en Allemagne.

» Le Dr Teleky rappelle d'abord que l'assistance aux mères a pris une grande extension au cours de ces 15 dernières années. En 1903, les secours aux femmes en couches, alloués par l'assurance maladie, qui ne devaient auparavant être accordés régulièrement que pendant quatre semaines furent portés à six semaines. Le Code des assurances du Reich alloua aux femmes en couches, dans certaines conditions, une indemnité d'accouchement pour huit semaines, dont six au moins doivent se placer après l'accouchement. D'autres progrès sensibles ont été réalisés au cours de la période de guerre, non seulement par l'extension des secours à des femmes nécessiteuses non assurées, mais encore par l'introduction du secours pour la délivrance et du traitement médical pour l'accouchement et les accidents de la grossesse, puis par l'introduction de l'indemnité d'allaitement, accordée à concurrence de la moitié de l'indemnité d'accouchement. Après la guerre, ces dispositions ont été englobées dans le Code des assurances de telle sorte qu'aujourd'hui les femmes en couches assurées reçoivent : le traitement médical lors de l'accouchement et en cas d'accidents pendant la grossesse, une somme de 25 marks pour la délivrance, une allocation de maternité équivalent au secours de maladie, pendant quatre semaines immédiatement avant, et six semaines consécutives immédiatement après la délivrance (l'indemnité d'accou-

chement pour les quatre premières semaines échoit au plus tard le jour de la délivrance); si elles nourrissent elles-mêmes leurs enfants, les assurées reçoivent de plus une indemnité d'allaitement égale à la moitié du secours maladie et ce, jusqu'à l'expiration de la douzième semaine après la délivrance. Ces allocations peuvent être augmentées par les statuts des caisses ; ces statuts peuvent aussi consentir aux femmes enceintes, qui appartiennent à la caisse depuis six semaines au moins, si elles deviennent incapables de travailler par suite de la grossesse, une indemnité spéciale égale au secours de maladie, pendant six semaines en tout. Comme le secours de maladie doit correspondre au moins à la moitié du salaire de base et être accordé pour les dimanches également, il s'ensuit que le secours accordé aux femmes en couches, y compris l'indemnité d'accouchement et d'allaitement) jusqu'à 75 p. c. du salaire (et beaucoup de caisses ont usé de cette faculté en accordant 65 p. c. du salaire de base comme secours de maladie) — il se fait que la mère qui nourrit elle-même son enfant reçoit souvent 114 p. c. et, dans le cas le plus favorable, 131 p. c. du salaire de base. Etant donné en outre que d'après le Code industriel : « les ouvrières ne peuvent être occupées avant et après l'accouchement, en tout pendant huit semaines », leur rentrée à l'atelier est subordonnée à la preuve que huit semaines au moins se sont écoulées depuis leur délivrance ; il semble qu'elles aient effectivement quelques repos avant et après leurs couches. C'est surtout vrai après l'accouchement, mais ici, il y a déjà cette restriction que la disposition du Code industriel n'est applicable qu'aux exploitations occupant au moins dix ouvriers, ou aux exploitations assimilées, de sorte que dans un grand nombre d'entreprises, l'emploi des femmes enceintes et en couches n'est pas limité.

» Malheureusement, déclare le Dr Teleky, dans beaucoup d'entreprises le repos avant l'accouchement n'est guère favorisé. Les médecins sociaux, de même que tous ceux qui ont réclamé le repos pour la femme pendant les dernières semaines précédant la délivrance, ont fait valoir cette revendication dans l'intérêt de la mère et de l'enfant. Les enquêtes entreprises sur une petite échelle par des auteurs français et italiens, et surtout les grandes enquêtes menées minutieusement par Peller — qui ont porté sur 4,435 nouveau-nés d'une maternité de Vienne et 581 enfants d'un sanatorium — ont démontré combien le poids des enfants à la naissance est influencé avantageusement par les circonstances extérieures, et par un repos même court avant l'accouchement. C'est ainsi que les premiers-nés mâles de mères célibataires, qui avaient passé les dernières semaines (deux ou trois) à la clinique, avant la délivrance en y accomplissant un léger travail de ménage et en y recevant une nourriture appropriée, — avaient en moyenne à la naissance un poids excédant de 118 grammes celui des premiers-nés des mères qui n'entraient à la clinique que pour l'accouchement ; toutefois, ces enfants pesaient encore 215 grammes de moins que ceux des mères aisées. Les premiers nés venus à terme et pesant moins de 3,000 grammes se répartissent comme suit : ceux nés au sanatorium représentaient 8.92 p. c., ceux des mères confinées chez elles ou ailleurs, 18.68 p. c., ceux des mères qui continuaient à travailler 27.92 p. c ; tandis que le pourcentage des garçons pesant plus de 4,000 grammes tombait de 7.52 à 5.88 et 3.51 p. c.

» Le Code industriel prescrit un repos complet de huit semaines en tout et fait dépendre l'admission au travail d'un certificat prouvant que six semaines au moins se sont écoulées depuis l'accouchement. Cette dernière disposition, remarque le Dr Teleky, est en général observée dans les exploitations auxquelles elle est applicable. Mais qu'advient-il des deux autres semaines ? Dans l'intention du législateur, elles devraient se placer avant l'accouchement, mais personne ne peut exiger du patron responsable de l'observation du Code industriel, qu'il sache exactement, quinze jours à l'avance, la date de l'accouchement. Au jour de la reprise du travail, il se contente dans la plupart des cas de la preuve que six semaines se sont écoulées depuis l'accouchement, alors que, d'après le texte de la loi, si les ouvrières ont travaillé jusqu'à l'accouchement, ces deux semaines devraient être récupérées après la délivrance. L'ouvrière elle-même ne désire pas, dans beaucoup de cas, cesser le travail avant l'accouchement, d'une part parce qu'elle-même ne sait pas non plus exactement la date de l'accouchement, mais surtout parce que — comme nous le verrons — *dans ces deux semaines précédant, et aussi dans la septième et la huitième semaine suivant l'accouchement, elle devrait rester le plus souvent sans secours*. Ici les commentateurs de la loi sont intervenus : la loi parle d'indemnité d'accouchement, l'indemnité d'accouchement implique des couches, les couches impliquent une délivrance — le droit à l'indemnité d'accouchement ne naît donc qu'au moment de la délivrance. Parmi les nouvelles rédactions des dispositions légales, celle du 30 avril 1920 semblait donner raison à ces commentateurs ; car il y était dit : « l'indemnité d'accouchement pour les quatre premières semaines échoit le jour de l'accouchement », mais déjà la loi du 29 juillet 1921 intercale les mots « au plus tard », « échoit au plus tard le jour de l'accouchement ». Malheureusement cette expression « au plus tard » n'est le plus souvent pas prise en considération, et c'est ainsi qu'il est d'usage aujourd'hui, dans beaucoup de Caisses de maladies (la plupart peut-être), de payer l'indemnité d'accouchement pour les quatre semaines précédant l'accouchement en même temps que l'allocation de délivrance, *si bien que la femme enceinte ne reçoit rien pendant les dernières semaines précédant l'accouchement, même si elle ne travaille pas*. A raison de cette pratique, la somme payée pour la période précédant l'accouchement perd son véritable but, celui de la protection de la femme enceinte. Il y a naturellement une allocation fort bien venue au moment de l'accouchement, mais la loi aurait pu si c'était là son but, y atteindre plus simplement par une majoration de l'allocation de délivrance que par une prolongation de la période de jouissance de l'indemnité d'accouchement. Par contre, la possibilité ouverte par la première rédaction du Code des assurances du Reich, en faveur de la femme qui n'avait pas reçu l'indemnité d'accouchement avant celui-ci, de la recevoir après l'accouchement pendant huit ou dix semaines consécutives, permettait de satisfaire à la disposition du Code industriel, ce qui n'est plus le cas d'après les rédactions ultérieures ; le secours cesse avec la sixième semaine, et il va de soi que les sommes allouées immédiatement après l'accouchement ne sont pas mises de côté en vue de cette période et ne peuvent même pas l'être. Il en résulte, qu'aujourd'hui, dans la plupart des cas, *la femme ne reçoit pas de secours hebdomadaire pendant les dernières semaines de la grossesse* et qu'elle ne reçoit pas non plus de secours hebdomadaire après la sixième semaine suivant l'accou-

chement (sauf l'indemnité d'allaitement). *Elle ne cesse donc pas de travailler avant l'accouchement* (si elle n'a que son salaire pour subsister) *et elle ne prolonge pas le repos après l'accouchement au-delà de la sixième semaine.*

» Le D^r Teleky reconnaît que c'est avec raison que l'on redoute la situation désagréable qui résulterait du fait qu'une femme ayant demandé une indemnité de grossesse, parce qu'elle attend sa délivrance dans quatre semaines, n'accouche pas au moment prévu, mais seulement plus tard et reste par conséquent pendant une période absolument sans secours. Toutefois, malgré les difficultés pratiques, il semble que la femme enceinte devrait avoir le droit — à l'encontre de l'usage courant aujourd'hui et à la condition d'établir, par le certificat d'une sage-femme ou d'un médecin, que son accouchement est attendu dans quatre semaines, de réclamer à partir de ce jour à la Caisse de maladie, le paiement de l'indemnité d'accouchement par versements hebdomadaires.

» Mais le danger que présente l'éventualité d'une période dépourvue d'indemnité disparaît presque totalement, remarque le D^r Teleky, si les Caisses paient au moment où la femme croit pouvoir prouver qu'elle attend sa délivrance dans deux ou trois semaines; même si elle s'est trompée, l'erreur sera rarement assez considérable pour qu'il en résulte une période non indemnisée. Si de cette façon on n'atteint pas encore tout à fait le but que s'est proposé le législateur et que les médecins sociaux ont assez recherché, ce procédé permettrait en tout cas d'obtenir une partie de la protection désirée. Il faut tenir compte également de ce que la femme peut se tromper aussi en sens opposé et ne s'inscrire, contre son intention, qu'immédiatement avant l'accouchement.

» Il serait nécessaire que l'*Office des Assurances du Reich publie des directives garantissant une application effective du repos de la femme enceinte.*

» Le D^r Teleky fait observer qu'il ne peut pas attribuer une trop grande valeur pratique à la disposition du Code des assurances du Reich qui rend possible aux caisses l'allocation d'un secours de maladie aux femmes enceintes « lorsque par suite de la grossesse, elles sont devenues incapables de travailler ». Car ce n'est que dans des cas tout à fait rares — si même cela se produit — qu'une grossesse normale conduit à l'incapacité de travail; la plupart du temps on a affaire à des indispositions anormales qui impliquent déjà par elles-mêmes l'intervention de l'assurance-maladie.

» La pratique de certaines caisses consistant à payer d'un coup, lors de l'accouchement, les secours pour dix semaines, est déplacée. Ces sommes sont, naturellement, dépensées avant l'expiration du terme légal de la protection et le résultat de cette mesure est, en général, une reprise prématurée du travail.

» Le D^r Teleky estime qu'il y aurait lieu d'examiner si l'ancienne teneur de la loi, qui rend possible à la femme n'ayant pas pris de repos avant l'accouchement, de le récupérer après, ne pourrait être reprise: l'indemnité d'accouchement doit être accordée « pour dix semaines, dont six au moins doivent se placer immédiatement après l'accouchement »; ce texte serait peut-être préférable à une administration plus parfaite de la loi en vigueur. Car un plus long repos après la délivrance, un séjour prolongé de la mère auprès de l'enfant ont, pour l'enfant du moins, plus d'importance que le repos de la femme enceinte. Il en résulterait que dix semaines seraient garanties dans tous les cas, et cette condition conduirait tout

naturellement à la prolongation du paiement de l'indemnité d'accouchement au cas où la femme n'aurait eu aucun repos ou seulement un repos très court avant l'accouchement. Non seulement une modification de la loi serait nécessaire pour obtenir ce résultat, mais certaines difficultés pratiques, de nature économique, s'opposeraient peut-être à cette pratique; ces mêmes difficultés entraînent, aujourd'hui déjà, l'inobservation du repos en cas de grossesse et n'ont pu être écartées, jusqu'ici, que dans certains cas, grâce à l'intervention d'autres organismes.

» Les salaires des femmes sont très bas. Les indemnités d'accouchement et d'allaitement comportent, quand la caisse n'accorde que les prestations minima, 87 p. c. du revenu dérivant du travail. Si les caisses accordent 65 p. c. du salaire de base, les indemnités atteignent ensemble environ 114 p. c. de la rémunération. Mais ceci est le pourcentage du *salaire de base*, le pourcentage du salaire effectif est notablement inférieur, quand le salaire de base est inférieur au salaire réel. Comme ces ressources minimales doivent couvrir des frais supplémentaires pour la mère et l'enfant, le salaire du mari restant le même il est compréhensible que la femme cherche à améliorer sa situation en reprenant *aussitôt que possible son travail*. Elle le fait dans certains cas, en éludant le délai de protection légale en acceptant un travail qui n'est pas soumis à ces dispositions ou en changeant d'atelier. En pareil cas, il ne lui est payé, pour cette période, que la moitié de l'indemnité d'accouchement, mais ses recettes atteignent, cependant, de 158 à 188 p. c. du salaire de base, alors que les indemnités d'accouchement et d'allaitement réunies ne comportent que de 87 à 131.3 p. c. de ce salaire. Ce désir bien compréhensible, surtout dans les classes inférieures de salaire, d'améliorer la situation économique, peut-être même aux dépens de la santé de la mère et de l'enfant ne peut être réalisé que par l'octroi d'un *secours sérieux aux femmes en couches nécessiteuses*. C'est là que *la prévoyance sociale des villes et des cercles devrait intervenir*. Les œuvres de prévoyance sociale devraient accorder de leur côté un *secours se montant à la moitié de la prestation de caisse depuis la quatrième jusqu'à la sixième semaine après l'accouchement*. Cette intervention, au moment où la tentation du travail est particulièrement grande, contribuerait beaucoup à faire observer effectivement le repos de l'ouvrière pendant les semaines envisagées. Les dépenses occasionnées par ce cas spécial comporteraient dans les deux classes les plus à considérer, et en supposant que les caisses se limitent au minimum des prestations, pour les trois dernières semaines ensemble environ à 12.60 ou 19.70 marks et, en tenant compte du pourcentage de 65 p. c. souvent alloué, 16.40 ou 25.50 marks. Les dépenses totales d'une ville comptant environ un demi-million d'habitants, représenteraient à peu près 15,000 marks par an pour un chiffre rond de 9,000 femmes en couches nécessiteuses — ces chiffres étant calculés d'après les conditions économiques actuelles à Dusseldorf. De plus, on pourrait veiller à ce que les femmes enceintes qui veulent bénéficier de ce secours alloué par la ville, *se rendent aussitôt que possible à la consultation pour femmes enceintes, et les mères avec leurs nouveau-nés, aussitôt que possible à la consultation pour nourrissons*.

» C'est ainsi, conclut le Dr Teleky, que grâce à des directives émanant de l'Office des assurances du Reich, la protection de la femme enceinte à laquelle

visent depuis si longtemps nos législateurs, pourrait être réalisée en fait, tandis que l'intervention de la prévoyance des villes et des œuvres établirait sur une base plus solide la protection des jeunes mères et des nouveau-nés. »

AU DANEMARK.

La Revue du Travail du 31 Mars 1925 donne le projet de loi déposé par le Gouvernement danois en exécution des résolutions de la Convention Internationale du Travail de Washington

Nous le reprenons ici. On remarquera qu'il a beaucoup d'analogie avec notre projet.

« 1. — Les femmes ne peuvent, au cours des 6 semaines qui suivent leur accouchement, travailler dans les métiers, l'industrie, le commerce ou les transports, ni dans aucune branche de ces entreprises. Cette disposition ne vise pas la femme au service de l'État ou d'entreprises où ne sont employés que les membres de la famille.

» La question de savoir si une entreprise est soumise à la présente loi, est tranchée, en cas de doute, par le Ministre des Affaires sociales, de concert avec le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation.

» 2. — Toute femme occupée dans une entreprise visée à l'art. 1, qui produit un certificat médical déclarant que son accouchement aura vraisemblablement lieu dans les six semaines, peut quitter son emploi quel que soit le contrat de travail où elle est engagée.

» 3. — Toute femme occupée dans une entreprise visée à l'art. 1, a droit si elle nourrit son enfant, à deux fois une demi-heure par jour, pendant la durée du travail, pour allaiter son enfant.

» Dans les entreprises où 25 femmes au moins sont employées il doit y avoir un local spécial, chauffé pendant la saison froide, où les mères qui travaillent peuvent allaiter leurs enfants.

» 4. — Si conformément aux articles 1 et 2, ou si, pour cause de maladie qu'un certificat médical déclare provenir de la grossesse ou de l'accouchement et qui la rend incapable de travailler, une femme quitte son travail pendant une période plus longue que celle qui est prévue par les présentes dispositions, le patron ne peut la congédier à raison de cette absence, à moins qu'elle ne dure plus de 15 semaines, et tout licenciement déclaré pendant ladite absence, avant l'expiration de ce délai, est inopérant.

» 5. — Si une femme occupée dans une entreprise visée à l'art. 1^{er}, quitte son travail en conformité des art. 1 et 2, elle a droit, pendant son absence, à un secours du Trésor public de 4 couronnes par jour avant l'accouchement et de 5 couronnes par jour après l'accouchement.

» Si la femme dont il s'agit ne retourne pas travailler dans une entreprise visée à l'art. 1, le secours postérieur à l'accouchement n'est alloué que si la chose est possible en vertu de l'art. 7.

» 6. — Lorsqu'une mère qui demande un secours à la charge du Trésor public, conformément à l'art. 5, a droit à la somme que le père est tenu de lui payer

en vertu de la loi du 27 mai 1908, art. 2 pour son entretien, un mois avant et un mois après l'accouchement, cette somme est déduite du secours alloué par la présente loi.

» Si la mère au jour de sa requête en obtention de l'indemnité, conformément à l'art. 5 n'a pas fait de démarches sérieuses pour obliger le père à payer la somme prévue à l'alinéa précédent, elle ne peut se faire allouer l'indemnité dont il s'agit.

» 7. — L'indemnité visée à l'art. 5 est allouée comme secours de l'Assistance publique, sans avoir les effets attribués à ces secours, par la commune de résidence, qui peut en réclamer le montant à la commune de secours.

» Le secours est alloué par la Caisse de bienfaisance.

» 8. — L'employeur ou son délégué qui occupe une femme en violation des dispositions de l'art. 1, al. 1, qui contrevient aux dispositions de l'art. 3, al. 2 ou de l'art. 4, est passible d'une amende de 10 à 200 couronnes. La même peine frappe la femme qui travaille en violation de l'art. 1, al. 1.

» Les infractions sont poursuivies à la requête du Ministère public et sont traitées comme affaires correctionnelles.

» 9. — La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1925. L'art. 29 de la loi du 29 avril 1913 sur les fabriques, est abrogé à partir de la même date.

» L'obligation des caisses de maladie de payer aux assurées, en cas d'accouchement, conformément à l'art. 23 de la loi sur l'assurance-maladie, un secours d'au moins 1 couronne par jour, aussi longtemps qu'elles gardent le lit, à concurrence de 10 jours après l'accouchement, tombe si le secours leur est alloué en vertu de la présente loi.

LA RÉPERCUSSION DU TRAVAIL SALARIÉ DE LA FEMME MARIÉE SUR LA VIE FAMILIALE.

Sous ce titre, M^{me} Baers, membre du Conseil supérieur du Travail, a prononcé, à Lucerne, à la III^e Conférence Internationale des Ouvrières Chrétiennes, en septembre 1925, un discours important, que nous résumons :

Il est nécessaire, croyons-nous, d'attirer l'attention sur ce point et d'y prévoir des améliorations en raison de tous les motifs indiqués plus haut, mais aussi en raison même du nombre de femmes appelées à en bénéficier. L'on ne saurait fixer, il est vrai, d'une façon certaine, quel est le nombre de femmes mariées occupées dans le commerce, l'industrie et le service domestique; toutefois, d'après les données statistiques que nous avons pu réunir pour différents pays, il semble que ce nombre oscille entre 25 et 35 p. c.

Pour notre pays, les derniers recensements ne nous fournissent pas de données exactes à ce sujet. Nous avons cependant celles de 1896, qui nous permettent d'évaluer à 40,092 le nombre de femmes mariées occupées dans l'industrie, hors de leur domicile.

M Jacquart signale pour les grands centres industriels un nombre d'ouvrières mariées variant de 7 à 33 p. c. du nombre total des femmes de 10 à 35 ans.

Grande industrie, en 1896 :

Célibataires : 87,216 ou 83.22 p. c.

Veuves ou divorcées : 2,631 ou 2.48 p. c.

Industrie à domicile :

Célibataires : 43,859 ou 59.13 p. c.

Mariées : 26,039 ou 35.28 p. c.

Veuves ou divorcées : 4,416 ou 5.62 p. c.

Ces ouvrières mariées se trouvent surtout en grand nombre dans certaines branches de l'industrie du vêtement, dans l'industrie textile, du tabac et du transport (travail des ports). Dans ces deux dernières industries on estime à 50 p. c. le nombre des femmes mariées. Ces travailleuses sont de tout âge, mais il ressort des recherches faites dans ce domaine, que la grande majorité (63 p. c. dans certains pays) a moins de 35 ans. Ces ouvrières ne sont pas, comme on serait tenté de le croire, en ordre principal, des femmes veuves, divorcées ou séparées. La proportion des femmes mariées, vivant avec leur mari, est de loin la plus forte.

Toutes ces femmes cumulent donc le travail ménager et le travail professionnel et supportent, en outre, toutes les conséquences physiques et morales qu'entraîne la maternité; un très grand nombre d'entre elles travaillent par nécessité comme le prouve encore l'enquête à laquelle nous nous rapportons.

Il est donc nécessaire de se préoccuper d'elles, de les protéger et de les aider, tant qu'on ne peut les rendre complètement à leur tâche de mère et de ménagère. Cette protection est d'autant plus nécessaire que le travail de la mère a des conséquences d'ordre économique et moral funestes, tant pour la femme elle-même, que pour la famille et la société toute entière. Nous ne pouvons ici faire valoir ces conséquences, qui toutes militent en faveur de la suppression de ce travail, nous nous bornons à signaler celles qui justifient l'aide et la protection légales que réclame pour les mères mariées, la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Dans ce domaine, un des points les plus importants, est, sans contredit, l'influence néfaste du travail professionnel de la mère sur la santé et la vie de l'enfant. Cette influence est incontestable, surtout dans certaines professions, à cause de la nocivité du travail même ou de la fatigue qu'il occasionne. Déjà en 1895, Monsieur le Professeur Pinard, de l'académie de médecine à Paris, démontrait que les femmes qui se reposent avant leur accouchement mettent au monde des enfants plus gros que celles qui ne se reposent pas. En 1897, une étude statistique de M. Letourneur envisageait la question suivante :

Les femmes qui ont une profession peu fatigante, ont-elles des enfants plus beaux que celles qui se fatiguent et une profession non fatigante équivaut-elle à un repos absolu ?

Il résume son travail en quatre conclusions :

1° Les femmes qui ont une profession fatigante mettent au monde des enfants moins gros que celles qui ont une profession non fatigante. Il y a une différence moyenne de 50 gr. au profit des enfants de ces dernières.

2° Quelle que soit leur profession, les femmes qui se reposent pendant leur grossesse, mettent au monde des enfants d'un poids sensiblement égal, mais qui

dépasse en moyenne de 220 gr. les enfants des mêmes femmes ne se reposant pas.

3° Si donc la profession non fatigante de la mère est une bonne chose pour l'enfant, le repos de la mère est une chose encore meilleure pour l'enfant.

4° S'il n'est pas loisible à toutes les femmes d'avoir une profession non fatigante, du moins la Société devrait pouvoir assurer aux femmes enceintes, peu fortunées, le repos pendant une partie de leur grossesse. Cette Société retrouverait dans la vigueur des enfants le prix du repos de la mère. On s'est déjà engagé dans cette voie, il est à souhaiter qu'on y persévère.

L'influence du travail de la mère sur la résistance de l'enfant à sa naissance est donc incontestable, mais cette influence est-elle en rapport avec le genre d'industrie dans laquelle travaille la mère ?

M. Gemahling (1), parlant de l'influence néfaste du travail industriel de la mère sur les enfants, signale comme industries particulièrement intéressantes à ce sujet, celles où la femme manipule le plomb, le mercure et le tabac.

L'industrie du tabac, écrit-il, doit d'autant plus être stigmatisée que les femmes sont employées en grand nombre à la manipulation et que la mortalité des enfants de ces ouvrières est supérieure au double de la mortalité infantile dans l'ensemble de la population ouvrière.

Dans un travail fortement documenté sur le travail industriel des peaux, M. le docteur Glibert, inspecteur général, chef du service médical du travail, nous parle aussi de l'influence de l'industrie sur la santé de la femme et sur la mortalité infantile.

Il constate tout d'abord que, chez les femmes soumises au travail industriel, la santé s'altère notablement avec les charges de la maternité.

« Des 2,542 enfants nés des ouvrières appartenant aux industries envisagées, 1,465, soit 57.63 p. c. étaient en vie au moment de l'enquête; 1,077 soit 42.37 p. c. au contraire, avaient succombé.

Relativement à leur âge au moment de la mort, les 1,077 enfants décédés se répartissent comme suit :

Enfants mort-nés	200, soit 18.57 p. c.
de moins de 1 an	601, — 55.80 —
de 1 à 2 ans.	115, — 10.68 —
de 2 à 5 ans.	96, — 8.91 —
de plus de 5 ans	65, — 5.04 —

La mortalité infantile proprement dite dans ces industries, avant l'âge de 5 ans, est donc de 39.81 p. c.

Il est à remarquer que le nombre des enfants mort-nés comprend aussi un certain nombre de fausses couches ».

En *Bohême*, dans les industries textiles, la mortalité infantile était de 26 p. c. pour la période de 1896 à 1905; à *Zwickau*, le taux de la mortalité atteint 30 p. c. pour la même époque.

(1) GEMAHLING : *Les femmes ouvrières et la maternité.*

En Angleterre, le taux de la mortalité infantile était, en 1904, de 79 à 100 p. m. pour les régions agricoles, de 175 à 180 p. m. pour les comtés industriels.

L'influence du travail de la mère sur la santé et la résistance de l'enfant est donc incontestable. C'est en nous basant sur cette considération que nous demandons, pour la travailleuse la faculté d'interrompre son travail durant les dernières semaines de sa grossesse et que nous désirons lui faciliter le repos après l'accouchement.

Comme suite à cette étude, M^{me} Baers a présenté les résolutions suivantes, adoptées à l'unanimité par la Conférence Internationale :

Considérant que le point de vue des syndicats chrétiens a toujours été de supprimer autant que possible le travail salarié de la femme mariée, parce que celle-ci a pour tâche primordiale l'éducation et le soin des enfants, la bonne ordonnance de sa maison et qu'il est nécessaire que l'ouvrière mariée puisse, comme toute autre femme, remplir convenablement cette mission ;

Que la travailleuse mariée est astreinte à un double travail, puisqu'elle doit cumuler le travail professionnel et le travail ménager ;

Que dans les circonstances actuelles beaucoup de femmes mariées sont astreintes au travail salarié, à cause des ressources insuffisantes de la famille ;

Que jusqu'ici la valeur économique de la fonction ménagère de la femme mariée n'est pas appréciée à son importance réelle ;

Que les travailleuses mariées ont droit à des mesures spéciales de protection ;

La III^e Conférence Internationale des ouvrières chrétiennes demande :

1^o Que le salaire des chefs de famille suffise à pourvoir aux besoins du ménage, afin que la femme mariée et mère ne soit pas forcée au travail professionnel. Cette revendication ne peut nuire à cette autre que l'ouvrière doit avoir à travail égal salaire égal.

2^o Que les organisations professionnelles des différents pays étudient la situation de l'ouvrière mariée dans les diverses industries, s'efforcent de régler les conditions économiques d'exercice du métier, de façon que la femme mariée puisse se soustraire au travail salarié, et, en attendant, réclament dans les négociations avec les employeurs et, dans la conclusion des contrats collectifs, l'assistance et la protection nécessaire pour l'ouvrière mariée, par exemple :

Consultations médicales pour ouvrières enceintes ;

Travail moins fatigant que le travail habituel durant la grossesse ; autant que possible suppression du travail fait constamment debout ou constamment assis ;

Repos indemnisé avant et après l'accouchement ;

Travail de demi-temps, ou congés suffisants. Qu'elles usent de leur influence pour faire comprendre aux intéressés la nécessité et l'avantage de ces mesures protectrices et que par leur action auprès des pouvoirs publics elles tendent à faire donner à ces mesures protectrices la garantie légale ;

3^o que les organisations féminines ouvrières fassent tous leurs efforts pour la formation ménagère des jeunes filles et même des femmes mariées, que les pouvoirs publics subsidient les formes d'enseignement appropriées à cette formation ;

4^o que les organisations féminines répandent par tous les moyens de propagande dont elles disposent, les idées justes concernant la valeur économique, morale et sociale du travail ménager de la femme mariée ;

5° que les organisations professionnelles fassent de la propagande auprès des patrons afin d'obtenir la nomination de surintendantes d'usine chargées de s'occuper du personnel féminin de l'usine ;

6° que la Confédération internationale des Syndicats Chrétiens réclame de l'Organisation Internationale du Travail une enquête approfondie concernant le nombre d'ouvrières, d'employées et de domestiques mariées et leurs conditions de travail, qu'elle étudie les mesures légales à prendre pour la protection de ces travailleuses.

Assurance, maladie et maternité.

Pour terminer cet exposé, nous reproduisons encore un extrait (pages 93, 95) du volume « Les Problèmes Généraux de l'Assurance sociale », publié par le Bureau International du Travail ». (Genève 1925).

« Les statistiques habituelles de morbidité générale... présentent ordinairement les trois séries d'observations ci-après : a) un certain effectif appartenant à la collectivité observée, 1,000 âmes, par exemple, présente en moyenne, en une année, un certain nombre de cas de maladie, d'où, pour chaque membre de la collectivité, une évaluation de la fréquence ou probabilité d'être malade au cours d'une année; b) chaque maladie entraîne en moyenne, pour celui qui en est victime, un certain nombre de journées d'indisposition; c) la combinaison des observations a et b permet immédiatement, par une règle de trois, l'évaluation du nombre moyen probable de jours de maladie par assuré et par an (1). »

» Une fois ce nombre évalué, on pourra en déduire le coût de l'assurance, comprenant les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, et l'indemnité journalière, si elle est la même pour tous les assurés. Si elle varie avec le salaire, il faudra prévoir en outre avec une approximation suffisante l'effectif des assurés dans chaque classe de salaires. Dans tous les cas, on sera à même de déterminer, avec peu d'altération, le coût moyen de l'assurance contre la maladie par assuré et par an. Cette assurance est donc par excellence destinée à un régime de répartition. Naturellement, la répartition ne sera ni égalitaire, ni effectuée en prenant pour base le risque à prévoir pour chaque assuré. En mettant à part quelques cas d'exception, et en excluant de l'assurance la maladie professionnelle on se rend compte en effet que la conscience pour chaque assuré d'être plus ou moins exposé à la maladie ne varie pas tellement d'un assuré à l'autre, qu'il soit opportun d'effectuer la répartition d'après la valeur individuelle du risque, quitte à réserver la possibilité d'une « surprime » quand il y aurait majoration trop considérable de ce risque.

» En règle générale, la répartition est effectuée proportionnellement au salaire. Dans ces conditions, l'assuré jeune, pour qui le risque de maladie est moindre, vient au secours de l'assuré plus âgé, et, de même, l'assuré qui reçoit de hauts salaires vient au secours de celui qui retire de son travail des ressources moindres. D'après la plupart des lois d'assurance-maladie obligatoire, la cotisation pour

(1) F. FERDINAND-DREYFUS, *art. cité*, p. 615.

chaque assuré doit être fixée par l'institution d'assurance en pour cent du salaire, mais sans que — à l'exception des lois portugaise et roumaine — la loi précise elle-même cette fraction. Cependant, elle établit fréquemment soit un maximum (Hongrie, Luxembourg, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie), soit une cotisation moyenne, indiquant aux institutions d'assurance ce que doit être la cotisation généralement exigée (Autriche, Pologne), soit à la fois un maximum et une moyenne (Allemagne).

» Lorsque la loi prévoit, pendant la durée de la maladie, l'attribution d'une indemnité pour charges de famille, le coût de cette prestation n'est pas habituellement incorporé aux dépenses soumises à la répartition. C'est ainsi qu'en Allemagne l'État en prend à son compte la moitié. L'autre moitié fait partie de la « charge commune » qui doit être supportée par l'ensemble des caisses d'une même circonscription. Le projet français va plus loin et prévoit que l'indemnité pour charges de famille sera entièrement couverte par l'État.

» Le seul pays, croyons-nous, qui n'ait pas fait reposer le régime financier de l'assurance-maladie sur la répartition est l'Angleterre. Les méthodes utilisées sont directement inspirées de celles qui ont cours dans l'assurance privée. Les primes annuelles, qui sont invariables d'année en année, sont celles qui correspondent à un assuré entrant dans l'assurance à l'âge minimum d'admission (10 ans), et ne sont pas adaptées au salaire. Suivant les règles ordinaires de la capitalisation, une partie des primes du début est réservée, pour fournir plus tard l'appoint nécessaire, au moment où la valeur annuelle du risque dépasse le montant de la prime. Il a donc fallu imaginer un dispositif financier spécial pour les assurés qui sont entrés dans l'assurance après l'âge de seize ans. La Caisse d'assurances est créditée par un fonds général de répartition de la réserve qui correspond à leur âge d'entrée. Ce fonds est alimenté par un excédent de primes, dû au fait que l'État prend à sa charge les deux neuvièmes des prestations.

» Presque partout, l'assurance-maternité est financièrement unie à l'assurance-maladie. Cependant, en raison de son importance sociale, elle présente souvent certaines particularités dans son organisation financière. C'est ainsi qu'en Allemagne, toute femme sans ressources suffisantes, même si elle ne possède pas les diverses qualifications fixées par la loi pour être assurée, a droit avant et après l'accouchement, à la « Wochenfürsorge » ; seulement, cette prestation est tout entière à la charge de l'État. En Italie, où l'assurance-maladie est encore facultative, l'assurance-maternité est obligatoire et repose financièrement sur le système des primes fixes de répartition, pour moitié à la charge des assurées, et pour moitié à la charge des employeurs.

*
* *

A notre avis, l'assurance maternelle doit être généralisée. Et pour qu'elle soit généralisée, elle doit être légalement obligatoire.

Toutefois, l'assurance obligatoire ne serait applicable que lorsque le revenu global de la famille ne dépasse pas 12,000 francs par an. Mais il est évident que l'assurance est toujours recommandable, même lorsque le revenu annuel est supérieur à 12,000 francs. Pour cette raison l'article 6 prévoit une majoration de ce revenu de 1,000 francs par enfant de moins de 10 ans.

Au surplus, on constate avec satisfaction que l'assurance facultative a pris dans les dernières années une extension telle que l'obligation ne rencontrera guère d'opposition.

Nous imposons l'assurance obligatoire (voyez art. 6) pas seulement pour les femmes, qui travaillent habituellement pour autrui comme ouvrières, employées ou domestiques, mais également pour les femmes dont les maris sont occupés dans l'industrie, le commerce, ou comme domestiques, pour compte de particuliers. C'est le vœu exprimé par la Ligue Nationale des Familles nombreuses. (Voyez à cet égard l'art. 10).

Quand la femme enceinte ou la mère en couches est chargée des soins du ménage d'une famille ouvrière, il n'y a pas, il est vrai, perte de salaire ; toutefois, la grossesse et l'accouchement entraînent toujours des dépenses fort élevées pour la famille. Si ces dépenses ne sont pas couvertes par l'assurance, ce sont surtout la mère et l'enfant qui en souffrent les premiers et dans la plus forte mesure, au point de vue des soins nécessaires. L'assurance facultative, encouragée par les subventions de l'État et des pouvoirs administratifs, a du reste ouvert largement la voie à l'assurance maternelle. Par la réglementation légale, on assurera l'intégralité de l'assistance matérielle.

Quoique les obligations, imposées par la proposition de loi aux assurances maternelles, paraissent relativement fort lourdes, nous sommes intimement convaincus qu'on pourra les réaliser sans peine. En effet, à cet égard aussi, l'initiative privée a déjà donné une vive impulsion et obtenu des résultats appréciables.

Il est de notoriété publique que les industriels, surtout ceux qui représentent la haute industrie, attachent un grand intérêt aux allocations familiales. Nous ne discutons pas ici les conceptions spéciales qui se font jour chez les industriels en matière d'allocations familiales, ni les conditions auxquelles ils entendent soumettre le paiement de ces allocations par les caisses de compensation.

Nous pouvons toutefois constater avec satisfaction qu'en créant les caisses de compensation et en attribuant les allocations familiales, on n'a nullement perdu de vue la situation de la mère. Des secours à la naissance sont accordés non seulement quand la mère en couches fait partie du personnel de l'entreprise industrielle, mais aussi quand elle est l'épouse-ménagère d'un travailleur occupé dans l'entreprise.

Notre proposition de loi reprend et généralise pour l'avenir ce que les industriels poursuivent par la voie de l'initiative privée, mais ce qu'ils ne pourraient jamais réaliser de façon définitive et satisfaisante.

Les rapports des derniers Congrès de la Ligue Nationale des Familles Nombreuses donnent sous ce rapport une documentation riche et encourageante.

Il appert de ces exposés que de nombreux employeurs de la haute industrie ont reconnu d'eux-mêmes l'obligation morale et sociale d'accorder des secours lors de la naissance d'enfants. L'existence de ces Caisses de Compensation permettra de calculer plus facilement le taux de l'intervention patronale à la naissance d'enfants, quand l'assurance maternelle sera légalement établie ; tous les employeurs, grands et petits, seront légalement obligés d'allouer leurs subventions et de répondre ainsi aux prescriptions de l'article 8 de notre proposition.

Le taux d'estimation ayant pour base le salaire payé, tel que nous l'indiquons

à l'article 15 de notre projet, pourra éventuellement être abaissé. L'assurance maternelle légale aura sans doute pour conséquence la généralisation des Caisses de Compensation pour allocations familiales.

L'industrie et le commerce ont d'ailleurs un intérêt primordial au développement normal de la famille, et l'on ne pourrait sérieusement prétendre qu'ils ne sont pas en état de porter partiellement les charges de l'assurance maternelle générale, érigée sur des bases solides et justifiées.

Quoi qu'il en soit, nous estimons que l'État a pour devoir d'assurer les avantages de l'assurance maternelle et de les réglementer d'après des dispositions bien définies, mais qu'en même temps il doit rechercher les ressources nécessaires dans les organismes qui peuvent les fournir avec le moins d'inconvénient. Les assurées ne devront faire que trop de sacrifices pour mettre l'assurance maternelle en état de faire face à tous les besoins.

Et puisque les mutualités existantes ont dès maintenant, quoique de façon insuffisante, organisé la protection et l'assurance maternelles, il est à présumer que le nombre d'assurances maternelles à créer séparément ne sera pas très élevé. Dans le cas où leur création sera néanmoins nécessaire, elles devront, comme les sociétés de secours mutuels, demander la reconnaissance légale. L'octroi de cette reconnaissance appartient à la Commission permanente des Sociétés Mutualistes (Voir art. 9).

Notre proposition assure la réciprocité aux femmes de nationalité étrangère, d'après les règles d'usage. (Art. 12.)

Les infractions à cette loi, pour autant qu'elles concernent la protection de la santé proprement dite (art. 1 à 5), tombent sous l'application des dispositions de la loi du 13 décembre 1918.

Les infractions en matière d'assurance maternelle sont réprimées par les autres peines applicables à la législation d'assurance sociale en général.

Et, suivant son cours naturel, la loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Nous espérons que le Parlement belge adoptera les principes de cette proposition.

Il s'agit du prestige de la maternité, de la joie, du bonheur, ainsi que du bien-être moral et matériel de la famille : l'avenir même du pays est en jeu.

Ce sera un titre d'honneur pour la législation ouvrière de la Belgique que d'avoir complété notre organisation d'assurance sociale par la protection et l'assurance légales de la maternité.

RÉNÉ DEBRUYNE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 NOVEMBER 1923.

Wetsvoorstel

betreffende de bescherming en de verzekering van het Moederschap.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op 20 December 1923 hadden wij de eer een wetsvoorstel neer te leggen betreffende de bescherming en de verzekering van het Moederschap.

Dit wetsvoorstel genoot de zeldzame eer, in al de afdelingen der Kamers schier eenparig aangenomen te worden.

Voor al in de arbeiderskringen werd het zeer gunstig onthaald. Daar echter niet alléén. Het bestuur van den Nationalen Bond der Talrijke Gezinnen heeft er het voorwerp van gemaakt van eene ernstige studie, en van eene bespreking in de Algemeene Vergadering van 13 December 1924.

In gemelde vergadering werden de besluiten aangenomen, welke wij hier laten volgen :

1^o De Commissie der Talrijke Gezinnen is van meening dat de toepassing der wet zoo ruim mogelijk moet zijn ; daarbij mag geen enkele categorie van vrouwen uitgesloten worden, hetzij zij werkzaam zijn als bedienden, werksters of dienstboden, hetzij zij hare diensten niet verhuren. De verzekering kan immers, verplichtend of niet verplichtend gesteld zijn naar het hierboven gemaakt onderscheid.

2^o De grens van verplichting moet, in elk geval, verruimd worden ten aanzien van het aantal reeds ten laste zijnde kinderen, zooals is aangenomen in de wet op de verzekering tegen de gevolgen van ouderdom en vroegtijdig overlijden.

3^o De moederschapsverzekering moet ingericht worden niet op den grondslag van bijzondere mutualiteiten voor vrouwen, doch wel in den schoot van de bestaande mutualiteitsinstellingen.

4^o De moederbescherming door de wet moet uitgaan van de bepalingen der overeenkomst van Washington.

5^o De moederschapsverzekering moet, voor de vrouw, de kosteloze verzorging

door den geneesheer, met inbegrip van de kosten der bevalling, voorzien, alsmede de betaling eener vergoeding tot het dekken :

a) Van de mindere inkomsten van het gezin voor de vrouw, wier arbeid wordt bezoldigd, of van de kosten veroorzaakt door het optreden van een persoon, die de moeder in het huishouden vervangt, ingeval de vrouw geen bezoldigden arbeid verricht;

b) Van alle andere bijzondere kosten naar aanleiding van de geboorte.

In afwachting dat voldoende gezinsvergoedingen algemeen uitbetaald worden, is het billijk dat bovenbedoelde vergoeding in een zekere mate bepaald worde in verhouding tot de meerdere lasten, welke het bestaan van een talrijk gezin meebrengt.

Met bovenstaande besluiten hebben wij rekening gehouden bij het opstellen van ons nieuw wetsvoorstel.

Inmers, door de ontbinding der Wetgevende Kamers, werd ons eerste wetsvoorstel vervallen verklaard. Heden hebben wij de eer, het opnieuw voor te dragen, lichtelijk gewijzigd naar bovenstaande besluiten en naar de opmerkingen van de Middenafdeeling, doch uitvoerig toegelicht en aangevuld onder opzicht van hetgeen op gebied der moederschapsbescherming en -verzekering in andere landen bestaat.

Terecht mochten we vóór twee jaar zeggen, dat moederschapszorg meer dan ooit het voorwerp is geworden van de algemeene belangstelling.

Het voorwerp van die zorg betreft niet alleen de familie, maar ook den Staat, ook de gansche gemeenschap. Inmers, het gaat niet alleen om het stoffelijk en zedelijk welzijn der familie, maar ook om de toekomst van ons land.

Doch, waar het om de moederschapszorg gaat van degenen die als arbeidster, nijverheids- of handelsbediende, of huiselijke bediende in dienst van anderen werkzaam zijn, is de moederschapszorg steeds onvolledig wanneer zij niet aangevuld wordt door de moederschapsverzekering. En de moederschapsverzekering, wil zij doeltreffend zijn, moet kunnen rekenen op breede toelagen van den Staat en van de openbare besturen, en de werkgevers moeten verplicht worden, door eene bijzondere heffing op de loonen die verzekering te voeden.

Dat zijn de leidende beginselen welke wij vooropzetten.

Wij ontkennen het geenszins, het vraagstuk der moederschapszorg en -verzekering hoort thuis bij het algemeen vraagstuk der volksverzekeringen, maakt er een belangrijk onderdeel van uit. Doch wij zien niet hoe het thans financieel mogelijk zou zijn, in den toestand van onzekerheid, dien wij thans beleven, eene breede oplossing te geven aan de groote vraag die gesteld is. En dat omvangrijk vraagstuk der volksverzekering wordt geenszins geschaad met eene afzonderlijke oplossing te geven aan een belangrijk en zeer onderscheiden onderdeel.

De groote belangstelling voor moeder en kind, getoond door den Nationalen Bond der Talrijke Gezinnen en door de Officieele Commissie voor Talrijke Gezinnen, heeft ons des te meer aangespoord om een wetsvoorstel neer te leggen, waarop alle opinies zich gemakkelijk zullen kunnen vereenigen.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan te bieden, bestaat uit twee duidelijk onderscheiden deelen : 1° de moederschapszorg ; 2° de moederschapsverzekering. Voor de vrouwen en moeders, die in nijverheid en handel worden

gebezigd, is de wettelijke moederschapszorg verouderd en bepaald onvolledig. Alleen de wet van 13 December 1889 bevat daarover deze bepaling in artikel 5 : Vrouwen mogen niet tot den arbeid worden gebezigd binnen de vier weken volgende op hare bevalling.

Van gezondheidszorg tijdens de zwangerschap is geen sprake. De wet op het Dienstverdrag voor de Bedienden heeft de leemte grootendeels aangevuld voor de vrouwen, die als bedienden in handel en nijverheid worden gebezigd. Maar die wet handelt niet over de verzekering der moederschap. En daarom hebben wij gemeend, ook de vrouwelijke bedienden uit handel en nijverheid in dit wetsvoorstel te moeten begrijpen.

Voor de vrouwen, die in huiselijke diensten worden gebezigd, was tot nog toe niets in onze arbeidswetgeving voorzien, noch op gebied van moederschapszorg, noch op gebied van moederschapsverzekering.

Ons wetsvoorstel wil deze leemte aanvullen. Wat betreft de wettelijke moederschapszorg, hebben wij ons laten leiden door de besluiten der Internationale Arbeidsconventie van Washington (1919). Die besluiten werden immers aangenomen met de algemeene stemmen van al de Belgische afgevaardigden, zoowel deze van de Belgische Regeering als van de werkgevers en van de werklieden. Derhalve hebben zij eene zedelijk bindende kracht voor de Belgische arbeidswetgeving.

De artikelen 1, 2, 3, 4 en 5 van ons voorstel zijn om zoo te zeggen woordelijk ontleend aan de Internationale Conventie voornoemd. Inderdaad, die Internationale Arbeidsconventie bevat de volgende besluiten betreffende de moederschapszorg :

« a) Het is de vrouw niet toegelaten haar werk te hervatten binnen de zes weken, volgend op hare bevalling ;

» b) De zwangere vrouw heeft het recht haar werk te verlaten, mits het voortbrengen van een geneeskundig getuigschrift, bevestigende dat hare bevalling waarschijnlijk binnen de eerstvolgende zes weken geschieden zal ;

» c) De vrouw heeft recht op eene vergoeding voor haar en haar kind, en op de kosteloze zorgen van geneesheer of vroedvrouw, voor den tijd dat zij van het werk zal afwezig blijven volgens de bepalingen A en B ;

» d) De vrouw, die haar kind zoogt, heeft recht op twee rustpoozen van eene halve uur om haar in de gelegenheid te stellen haar kind te voeden ;

» e) De vrouw mag door den werkgever niet afgedaunkt worden, ter oorzaak van ziekte of ongesteldheid, volgend uit zwangerschap of bevalling ».

Men zou kunnen aanmerken, dat eene verbeterde moederschapszorg kon verwezenlijkt worden in het kader van de bestaande arbeidswetgeving, o. a. door een voorstel tot wijziging der wet van 13 December 1889. Maar de besluiten van de Internationale Arbeidsconventie van Washington spreken duidelijk, onder litt. C, van het recht der moeder op eene vergoeding voor haar en voor haar kind, van kosteloze zorgen van geneesheer of vroedvrouw, en dit voor den tijd dat zij zal moeten afwezig blijven van haar werk.

In onze Belgische opvattingen is dit zonder verzekering niet te verwezenlijken. Daarom zijn, ons erachtens, de twee onderdeelen (zorg en verzekering) niet te scheiden. Daarom ook hebben wij beide onderdeelen in ons wetsvoorstel willen begrijpen.

Ter illustratie van ons wetsvoorsel geven wij hier een

BEKNOPT OVERZICHT VAN DE WETTELIJKE MOEDERSCHAPSZORG EN VERZEKERING IN DEN VREEMDE.

De nijverheidskundige Staten treden, elk op hunne wijze, de noodwendigheid bij, het werk der vrouwen te regelen op het tijdstip hunner verlossing.

Gewoonlijk is men het eens om alle werk in de nijverheidsgestichten te verbieden vóór de verlossing; en sedert een tiental jaren is ook de gedachte ontstaan terzelfder tijd de belangen der moeder te verzekeren gedurende die dagen van werkloosheid.

Hieronder volgt de samenvatting der wetgeving, die wordt toegepast in acht en twintig landen, waarvan vier Amerikaansche Staten en vier Engelsche bezittingen volgens het onderzoek gedaan door het inrichtingscomitee der Conferentie van Washington.

1. Frankrijk (wet van 30 Juli 1913, decreten van 26 December 1909 en 26 Oktober 1912); Duitschland (art. 137 nijverheidswetboek); België (wetten van 13 December 1889 en 26 Mei 1914, vereenigd den 20 Februari 1919); Brazilië (St-Pol, 29 December 1917); Groot-Brittanië (wet van 1901 op de fabrieken); Denemarken (wet van 1913 op de fabrieken, van 1912 op de bakkerijen); Griekenland (wet van 1912, decreet van 14-17 Augustus 1913); Italië (wet van 1907, reglementen van 29 Maart 1908 en 14 Juni 1913); Japan wet van 28 Maart 1911, reglement van 3 Augustus 1916); Nederland (wet van 1911, decreet van 14 Januari 1910); Noorwegen (wet van 1913); Polen (Oostenrijksch en Duitsch Wetboek); Portugal (decreten van 14 April 1891, wet van 1913); Roemenië (wet van 23 Januari 1912); Servië, Spanje (wetten van 1900 en van 1907); Zweden (wetten van 1912 en van 1916); Zwitserland (wet van 1914); Tjecko-slovakische Republiek (Oostenrijksch nijverheidswetboek art. 94; art. 6 der wet op de ziekte-verzekering, gewijzigd in 1917).

2. Connecticut, Massachusetts, New-York, Vermont.

3. Nieuw-Zuid-Wales (wetten van 1912 op de fabrieken); West-Australië (wetten van 1904 en van 1911 op de fabrieken); Nieuw-Zeeland (1908); althans in voege zijnde schikkingen hebben ten doel : 1^o de gezondheid te beschermen van moeder en kind, met aan de arbeidster de noodige rust te verzekeren vóór en na de bevalling; 2^o de gezondheid van het kind te beschutten, nadat de moeder het werk zal hernomen hebben.

Opzichtens het eerste punt, heeft men in 't algemeen verboden dat de arbeidsters zouden werkstellig zijn een bepaalden tijd vóór, en soms na hun verlossing; en verscheidene landen hebben daarenboven eene moederverzekering of eene vergoeding ingevoerd, welke aan de vrouw een geldelijken onderstand toekent gedurende den gedwongen stakingstijd. Sommige wetten hebben een strekking om te beletten dat de moeder naar luid van haar contract met boete kunne gestraft worden om, zonder voorafgaand bericht, het werk te hebben verlaten kort vóór haar verlossing en om haar de mogelijkheid te waarborgen, zoo zij het verlangt, haar werk te hervatten, na dien uitsluitingstijd.

Wat het tweede deel betreft, sommige landen hebben gepoogd de gezondheid van het kind te beschermen na den terugkeer der moeder aan den arbeid, met den

wetgever te verplichten haar in de mogelijkheid te stellen haren zuigeling te voeden.

Beperking van den arbeid der moeder vóór en na de bevalling.

In deze zaak gaat de Spaansche wet het verst, aangezien zij alle handwerk omvat. Zij strekt zich zelf verder uit dan de Belgische wet, die toepasselijk is op de mijnen, de handelsinrichtingen, de hôtels en de kantoren der nijverheids- en handelsgestichten, de vervoerdiensten zoowel als op de fabrieken en werkhuizen. Hierna komen de Grieksche wet, wier schikkingen nagenoeg dezelfde zijn als die der Belgische wet, maar die geen gewag maakt van de kantoren der handelswerkhuizen en inrichtingen, en een lange reeks wetten toepasselijk op de handels- en nijverheidsinrichtingen en instellingen. Onder deze laatste komen de Fransche wetgeving (wet van 1913 en bijzonder decreet daarenboven verbiedend welkdanig last te doen dragen, sleepen of stooten na de verlossing), en de wetten der Staten van Connecticut, New-York, Massachusetts en Vermont. Vervolgens de Argentijnsche Republiek, Groot-Britannië, Brazilië, Nederland, Portugal (waar de mijnen en dokken bijzonder vermeld zijn), Nieuw-Zeeland, waar de reglementen worden toegepast op al de fabrieken en werkhuizen, maar niet op de handelsinstellingen noch op de andere ondernemingen. Zekere Staten hebben, alleen het werkliedengetal in acht nemend, al de kleine werkhuizen uitgesloten. Aldus in Zuid-Afrika (uitsluiting der werkhuizen van min dan drie personen); in Nieuw-Zuid-Walles (min dan 4 personen); in Noorwegen (min dan 5); Italië, Denemarken en West-Australië (min dan 6); Zweden (werkhuizen min dan 3 paardenkracht en min dan 5 personen gebruikend, en werkhuizen met min dan 10 personen); Duitschland (min dan 10 personen); Japan (min dan 16, tenware voor werk van gevaarlijken aard). In Zwitserland sluit de Bondswet de kleine werkhuizen uit, zonder nochtans een goed bepaalde beperkingslijn vast te stellen. In de Oostenrijksche Republiek, in Tjecko-Slovakije en in sommige Poolse provinciën, sluit het oude nijverheidswetboek de kleine ambachten uit, zonder nochtans juist te bepalen wat die term beduidt.

Duur van het werkverbod na de verlossing.

De duur van het werkverbod verschilt van vier tot acht weken (waarvan zes na de verlossing in Duitschland en in een deel van Polen) en gaat zelfs tot twaalf weken in Zuid-Afrika (wet van 1918), waarvan acht weken na de verlossing. In eenige landen mag men den duur van het werkverbod inkorten, op vertoon van een geneeskundig getuigschrift verklarend dat de vrouw in staat is het werk te hernemen. In Zwitserland mag, op aanvraag der vrouw zelve, de duur van zes op acht weken gebracht worden.

Op 29 afgekondigde wetten in genoemde landen, zijn er 14 die een rust van dertig dagen of min voorschrijven, en 15 die een rust voorschrijven van vijf weken of meer. De Japaneesche wet, die, over 't algemeen vijf weken voorschrijft, laat toe de rust op drie weken te brengen, mits bewijsschrift van den geneesheer. In dezelfde voorwaarden mag de tijd van zes op vier weken gebracht worden in Spanje. In Zweden (zes weken) mag de vrouw het werk hernemen zodra zij her-

steld is. De Italiaansche en Deensche wetten staan den kortsten tijd toe : de eerste legt, in grondbeginsel een rust van vier weken op, maar laat toe dat de moeder het werk herneme drie weken na de verlossing, mits vertoon van een geneeskundig getuigschrift (1) ; volgens de tweede niettegenstaande in grondbeginsel vier weken rust worden voorgeschreven, mag de arbeidster het werk hervatten zoo-haast de geneesheer het toelaat.

Er is een strekking tot verlenging van het werkverbod. Zoo heeft men in Spanje de bepaling van drie op zes weken na de verlossing gebracht ; in Duitschland (1908) van vier op acht weken. In Holland heeft een wet den rusttijd gebracht van vier op acht weken, waarvan zes na de verlossing. Eenige der wetten, die den rusttijd beperken op vier weken of op ééne maand zijn reeds oud. De Belgische wet dagteekent van 1889, de Portugeesche van 1891, de Britsche van 1891 (2). De meeste wetten, die een langeren rusttijd bepalen, zijn betrekkelijk nieuw : Zweden en Griekenland (1912); Zwitserland (1913); Noorwegen (1915); Japan (1916).

Een enkele wet maakt hieraan uitzondering. Een oude Zwitsersche wet van 1877 is verder gegaan dan de laatste wijzigingswet, in dezer voege dat zij een rust voorschrijft van drie weken vóór en zes weken na de verlossing.

Het verbod te werken vóór de verlossing werd geschorst omdat het zeer dikwijls gebeurt dat de vrouw niet het juiste tijdstip harer verlossing kan voorzien, dat zij niet gaarne haar werk verlaat en haar loon verliest, en dat zij, buiten het werkhuis, soms lastiger arbeid verricht dan gewoonlijk.

*Recht tot rust vóór de verlossing en tot werkherneming na verloop
van den gedwongen rusttijd.*

Eenige wetten hebben gepoogd den toestand der arbeidsters te verzekeren, terzelfdertijd als moeder en als arbeidster, met haar het recht toe te kennen het werk te verlaten eenigen tijd vóór de verlossing, op vertoon van een geneeskundig getuigschrift, of zelfs zonder voorafgaand bericht, en nadien de werkherneming te mogen eischen.

Spanje, Noorwegen, Zweden, Frankrijk, kennen uitdrukkelijk aan de zwangere vrouw het recht toe haar werk te verlaten, zonder gebruikelijk bericht : Spanje gedurende de achtste maand, Noorwegen gedurende de twee laatste weken. In Zwitserland mag een zwangere vrouw naar goeddunken het werk verlaten en ze mag daarvoor niet afgedankt worden. In Spanje, in Frankrijk, in Griekenland, in Noorwegen, in Roemenië zegt de wet uitdrukkelijk dat de vrouw haar werk in het werkhuis behoudt. In Zwitserland mag de arbeidster niet weggezonden worden, tijdens haar afwezigheid om reden harer verlossing ; evenmin mag haar werkcontract verlopen gedurende die afwezigheid.

(1) Het werk is verboden gedurende ééne maand vóór en ééne maand na de verlossing in sommige zuiveringswerken (mondatura) in de rijstvelden.

(2) Die wet werd niet gewijzigd door de wet van 1901.

Middelen, aan de vrouwen gegeven om hun zuigeling te voeden.

In Argentinië, in Frankrijk, in Italië, in Noorwegen, Spanje en Zweden mag de moeder haren zuigeling voeden gedurende de werkuren. Een wetsontwerp in Nederland op dezen oogenblik aan het Parlementsonderzoek onderworpen, behelst een dergelijke schikking. In Denemarken moet een bijzonder lokaal ter beschikking gesteld worden van de moeders, die hun kind voeden, in alle werkhuizen van meer dan 25 arbeidsters; doch de wet schijnt aan de vrouwen van kleinere werkhuizen den tijd niet toe te staan om hun zuigeling te voeden. In Italië moet een lokaal ten dienste staan der moeders in de fabrieken van minstens 50 arbeidsters. In Portugal heerscht eenzelfde gebruik, maar de kribbe moet niet in het werkhuis gelegen zijn. Daarentegen mogen verscheidene werkgestichten een gemeenschappelijke kribbe inrichten, op voorwaarde dat zij niet meer dan 300 meter van ieder van hun gelegen zij. In Frankrijk kunnen de groote werkhuizen, waar meer dan 100 vrouwen boven de 15 jaar werkstellig zijn, verplicht worden een kribbe op te richten.

Verzekering of vergoeding bij geval van verplichte afwezigheid op het tijdstip der verlossing.

Vande acht en twintig gemelde landen zijn er twaalf die onderstand verleen en of toelage gedurende den verplichten rusttijd op het tijdstip der verlossing. In zekere gevallen is die onderstand in rechtstreeksche overeenkomst met het wettelijk verbod; in andere hebben ze niet het minste betrek hiermede. In zeven landen maakt de toegekende onderstand deel uit van den onderstand door de ziekteverzekering uitbetaald. In Italië bestaat een bijzondere kas voor moederverzekering, en in Frankrijk ontvangen de vrouwen een bijzonder vergoeding voor moederschap zonder een verzekeringspremie te moeten betalen. Die onderstand wordt genomen uit de openbare gelden en door de plaatselijke overheid uitbetaald. In Zuid-Afrika kan de arbeidster, die van haar loon moet leven, op verklaring van den toezichter gedurende twaalf weken een vergoeding trekken, genomen op de credieten die door het Parlement werden gestemd. De Deensehe wet schijnt te onderstellen dat de hulpbehoevende arbeidsters desgevallend door den Staat zullen ondersteund worden aangezien zij uitdrukkelijk zegt dat die onderstand niet dengenen vervangt, die door de armeninstelling gegeven wordt. In Noorwegen ontvangen de behoeftige vrouwen vergoedingen die verschillen van 15 tot 45 kronen per maand, som waarvan wordt afgetrokken de onderstand der ziekteverzekering. Die vergoedingen worden uitbetaald door de gemeentekas zes weken vóór de verlossing en zes weken er na, op voorwaarde dat het kind aan de borst gevoed worde. In Zwitserland valt de ziekteverzekering ten laste der Kantons. De Bondswet zegt enkel dat de ziektekassen onderstand moeten verleen bij kindergeboorte als bij ziekte. In Tsjeko-Slovakije, in Duitschland, in Roemenië en in Noorwegen is het bedrag der moederverzekering hetzelfde als de ziektevergoeding (meestal 50 tot 60 l. h. van het loon). In Groot-Brittannië stort de huwelijksverzekering, wanneer de man verzekerd is, een moederschapspremie van 30 schellingen bij de wekelijksche ziektenonderstand, gedurende vier weken na de verlossing. Is de man niet verze-

kerd, dan trekt de vrouw van haar eigen verzekering een dubbele moedervergoeding (dus te zamen 3 pond). De Engelsche verzekering wordt ineens betaald en is niet bepaald tot de vrouwen die in de nijverheid werkstellig zijn, zij heeft ook een rechtstreeksche betrekking met het verbod, de moeders in de nijverheid te gebruiken na de verlossing. Gewoonlijk is de volgende voorwaarde gesteld : de vrouw, die het geld ontvangt, moet zich onthouden van werken vier weken na de verlossing.

In Holland moet men het totaal van het loon uitbetalen gedurende den ganschen duur van de werkonbekwaamheid vóór en na de verlossing, in plaats van 70 t. h. van het gemiddeld loon (per klasse gerekend), gewoonlijk als vergoeding voor ziekte betaald. Een onlangs in Polen gegeven decreet schrijft, onder voorbehoud der goedkeuring van het Parlement, insgelijks uitbetaling van het volledige loon voor.

Hier moet aangestipt worden de Australische wet op de moedervergoedingen van 1912 (althoewel geen betrekking hebbende met de werkaangelegenheden), die een premie toekent van 5 pond sterling aan iedere Australische vrouw die een kind ter wereld brengt.

In sommige landen bestaat de moedervergoeding in eene som geld, waarbij kosteloze geneeskundige zorg en kosteloze hulp eener baker. De vrouw heeft geen recht op kosteloze hulp van baker of geneesheer in Groot-Brittannië, Italië, Holland. Nochtans heeft in Groot-Brittannië de arbeidster, onbekwaam te werken gedurende haar zwangerschap, recht op ziektenonderstand en geneeskundige hulp, zooals bij alle andere ziekte. De Britsche arbeidster heeft ook recht op de voordeelen van verschillende instellingen, door de plaatselijke overheden in stand gebracht met het doel de vrouwen raad, voedsel en zorg te verleenen gedurende hun zwangerschap en bij hun verlossing. Die instellingen worden ondersteund en uitgebreid door het onlangs ingevoerde Ministerie van Gezondheidsdienst. In België moet een bijzonder geneeskundige dienst, die voor zending heeft den gezondheidstoestand in de nijverheidsgestichten te verzekeren, zich vooral bezighouden met den toestand der arbeidsters-moeders en hun kinderen. De verzekeringswetten der andere landen geven kosteloos de verzorging van baker of van geneesheer, terzelfdertijd als geldelijken onderstand.

In Amerika beveelt het Bureau der Kindschheid van het Ministerie van Arbeid aan, de aanneming van een programma van federale tussenkomst in de verschillende Staten, ten einde het werk van bescherming der moeders en jonge kinderen te steunen. De bescherming zal hierin bestaan, dat aan de moeder, vóór, bij en na de bevalling de noodige geneeskundige zorgen zullen verleend worden en dat zullen aangeduid worden de instellingen, waar de kinderen zullen onderzocht worden. Een wetsontwerp, op dat programma gesteund, zal aan het Congres voorgelegd worden bij de volgende zitting.

Een der bijzondere hinderpalen, welke de toepassing van het werkverbod ontmoet, is de moeilijkheid derzelver waarneming te verzekeren.

In de meeste gevallen zijn patroon of toezichtsters onwetend nopens de geboorte of den datum; en de wetten voorzien in 't algemeen dat de patroon dan slechts vervolgd zal worden, wanneer hij wetens en willens eene vrouw heeft doen werken gedurende den rusttijd.

In één land, in Zwitserland, bepaalt de wet dat de openbare bediende, belast met de geboorte-aangiften, aan den patroon een uittreksel zal overhandigen van de geboortekte van het kind der arbeidster die hij gebruikt. Holland gaat heel anders te werk. Iedere getrouwde vrouw, die eene bezigheid aanvangt die onder de wet valt, moet een werkboekje ontvangen van de plaatselijke overheid, die de lijst opmaakt van de afgeleverde boekjes. Op dat boekje moet melding gemaakt worden van iedere bevalling met handteekening der overheid.

Het boekje blijft in handen van den werkgever die het teruggeeft aan de werkster, als deze haren dienst verlaat. Iedere toezichter, die eene overtreding van de wet vreest, mag vereischen dat de werksters van een instelling een dubbel van het boekje op zich dragen.

In Engeland hebben twee Commissiën onlangs het vraagstuk onderzocht van den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling. Zij besluiten in grondbeginsel dat het noodig is aan bevoegde personen, de zorg van een bijgevoegd onderzoek toe te vertrouwen.

SPANJE.

Ontwerp van decreet voorgedragen in den Ministerraad door den Minister van Arbeid, Koophandel, Nijverheid, den 20 Augustus 1923, tot wijziging van de wet op den vrouwen- en kinderarbeid en tot voorloopige regeling van tegemoetkomingen aan bevallen vrouwen in afwachting dat eene verplichte verzekeringskas voor moederschap wordt opgericht. — Inwerkingtreding d. d. 15 Nov. 1923.

Voornaamste artikelen :

- a) Verplichte rust gedurende zes weken na de bevalling;
- b) Recht het werk zes weken te voren te schorsen op vertoon van een geneeskundig getuigschrift.
- c) De werkgelegenheid dient te worden voorbehouden gedurende het verleend verlof — maximum 20 weken;
- d) Rust voor het zoogen : een uur per dag, verdeelbaar in twee rustpoozen van eene halve uur, buiten de gewone rustpoozen. Deze rustpoozen worden nooit van den arbeidsduur afgehouden;
- e) Gedurende al den tijd dat de vrouwen ontslagen zijn van den arbeid, hebben zij recht op : 1° kostelozen bijstand van geneesheer of vroedvrouw; 2° eene dagelijksche vergoeding.

Staatstoelagen verstrekt door middel van inrichtingen zooals : de mutualiteiten voor moederzorg of de maatschappijen van onderlingen bijstand of de Bergen van Barmhartigheid.

Hebben recht op deze toelagen :

Al de arbeidsters die aan de volgende vereischten voldoen :

- 1° Aangesloten zijn bij eene verplichte lijfrentekas voor werklieden;
- 2° Het pasgeboren kind niet verlaten;
- 3° Gedurende twee weken afzien van alle werk (F. B. October 1923).

JAPAN.

Wet door het Parlement goedgekeurd tijdens den zitting van 27 December 1922 tot 27 Maart 1923 (Fabriekwet) : huldigt het beginsel der wet op de

verzekering tegen ziekte van 22 April 1922, op de verzekering der vrouw vóór en na de bevalling (I. F. 8 Juni 1923).

Bescherming der onderwijzeressen vóór en na de bevalling.

Besluit van den Minister van Openbaar Onderwijs d.d. 16 September 1922 :

1^o Vóór de bevalling, twee weken rust die moet verlengd worden op vertoon van een geneeskundig getuigschrift ;

2^o Na de bevalling zes weken rust ;

3^o De onderwijzeressen der scholen genieten dezelfde rechten (I. S. 29 December 1922).

ITALIË.

Wetsontwerp door de Regeering ingediend, betreffende de hervorming der moederschapsverzekering goedgekeurd door de Kamer der afgevaardigden d. d. 9 Februari 1923 :

1^o Verhooging der vergoeding aan de bevallen vrouwen, van 40 tot 100 lira ;

2^o De jaarlijkse bijdrage van de arbeidster vereischt, wordt gebracht van 1 op 3 lira ;

3^o De bijdrage, door den werkgever verschuldigd, wordt van 1 lira 25 op 4 lira gebracht.

4^o Staatstegemoetkoming bij bevalling of misval gebracht van 12 op 18 lira.

De aandacht werd, tijdens de bespreking, gevestigd op den vrouwenarbeid vóór en na de bevalling.

De vrouw heeft het recht, den arbeid te schorsen zes weken vóór de bevalling en bovendien vergoeding te krijgen (I. S. 2 Maart 1923).

CHILI.

Ontwerp van de arbeidswetgeving of van de sociale voorzorg voorgedragen op het Congres door den heer M. A. Alessandin, Voorzitter der Republiek (jaar 1921, Bijzonder Arbeidsbulletijn van Chili).

Vrouwenarbeid.

De zwangere vrouwen hebben recht op zes weken rust vóór en na de bevalling.

De fabrieken die meer dan twintig vrouwen aan het werk zetten : zuigelingen-kamers voor de kinderen beneden een jaar.

De arbeidsters hebben recht op een uur rust per dag voor het zoogen (I. S. 14 Juni 1922).

De wet werd pas ingevoerd.

Elke inrichting, die meer dan 50 arbeidsters boven achttien jaar bezigt, moet over eene zoogkamer beschikken.

De tijd, aan het zoogen gewijd, wordt buiten den gewonen rusttijd gerekend en kan geene vermindering van loon voor gevolg hebben (September 1923, I. B. October 1923).

De moederschapszorg in België.

Het wetsvoorstel, neergelegd bij het Belgisch Parlement naar de besluiten der Interparlementaire Commissie voor Sociale Verzekeringen, en naderhand overge-

nomen door de heeren Pecher en consoorten, bevat de volgende bepalingen betreffende de Moederschapsverzekering.

Moederschapsverzekering

ART. 80. — De moederverzekering heeft ten doel, de storting te waarborgen :
a) van eene vergoeding van 300 frank aan de vrouw van iederen verzekerde in geval van kraambred, mits men bewijst dat zij ten minste dertig dagen werkloos is gebleven.

b) van eene vergoeding van 500 frank aan elke verplichtend verzekerde vrouw die gedurende tien weken werkloos blijft.

ART. 81. — Er wordt eene Nationale Verzekeringskas voor kraamvrouwen opgericht. De kas geniet de rechtspersoonlijkheid en wordt gehecht aan de Nationale Invaliditeitskas. De Beheerraad dezer kas neemt het beheer er van waar.

ART. 82. — De Verzekeringskas voor kraamvrouwen wordt gespijsd :

1° Door eene eenvormige bijdrage van fr. 3.50 per verzekerde en per jaar, geïnd door tusschenkomst van de mutualiteiten of de gewestelijke inrichtingen ;

2° Door eene toelage van een gelijk bedrag ten laste, bij gelijke deelen, van den Staat en van de provincie waar de mutualiteit is gevestigd, bij dewelke de verzekerde is aangesloten.

De vergoeding wegens kraambred wordt uitbetaald door tusschenkomst van de mutualiteit of de gewestelijke inrichting, waarbij de verzekerde is aangesloten.

DE MOEDERSCHAPSBESCHERMING IN DUITSCHLAND.

Het *Arbeitsblad* van 30 Juni 1925 geeft op bladzijden 1225-1230 een belangrijk overzicht van de Moederschapsbescherming in Duitschland. Wij laten hier die leerrijke studie volgen :

» Dr Teleky, « Landesgewerbearzt », schreef voor de *Soziale Praxis* van 7 Mei een belangwekkend artikel over de toepassing van het wettelijk stelsel, dat van kracht is voor de bescherming der zwangere vrouwen en der moeders in Duitschland.

» Dr Teleky herinnert er eerst aan, dat de bijstand voor de moeders een groote uitbreiding heeft genomen in den loop der laatste vijftien jaren. In 1905 werd de duur van den door de verzekering tegen ziekte aan de kraamvrouwen toegekenden bijstand van vier op zes weken gebracht. Het Rijkswetboek der verzekering stond aan de kraamvrouwen, onder zekere voorwaarden, een bevallingsvergoeding voor acht weken toe, waarvan er minstens zes na de bevalling moesten worden gerekend. Tijdens den oorlog werd nog meer vooruitgang gemaakt, niet alleen door de uitbreiding van den bijstand tot de niet verzekerde behoeftige vrouwen, maar ook door het invoeren van den bijstand voor de verlossing, voor de geneeskundige behandeling bij de bevalling en bij ongevallen tijdens de zwangerschap, en naderhand door het invoeren van vergoeding voor het zoogen, tot beloop van de helft der bevallingsvergoeding. Na den oorlog, werden deze bepalingen in het Wetboek der verzekeringen opgenomen, zoodat de verzekerde

kraamvrouwen thans ontvangen : de geneeskundige behandeling bij de bevalling en bij de ongevallen tijdens de zwangerschap, een som van 25 mark voor de verlossing, een moederschapstoelage gelijk aan den ziekenonderstand, gedurende vier weken aanstonds vóór en zes achtereenvolgende weken na de verlossing (de bevallingsvergoeding voor de eerste vier weken wordt ten laatste op den dag der verlossing nitbetaald); indien zij zelf hun kinderen voeden, krijgen de verze-kerden bovendien een vergoeding voor het zoogen, gelijk aan de helft van den ziekenonderstand, tot na verloop der twaalfde week na de verlossing. Deze toe-lagen mogen verhoogd worden door de statuten der kassen; deze statuten mogen ook aan de zwangere vrouwen, die sedert ten minste zes weken bij de kas zijn aangesloten en indien zij, ten gevolge der zwangerschap, in de onmogelijkheid worden gesteld voort te werken, gedurende in 't geheel zes weken een bijzondere toelage verleen en gelijk aan den ziekenonderstand. Daar deze minstens gelijk moet zijn aan de helft van het grondloon en ook voor de Zondagen moet worden toegekend, staat de bijstand aan de kraamvrouwen, de toelage voor het zoogen inbegrepen, gelijk met 87 t. h. van het grondloon, daar de ziekenonderstand ook door de statuten der kassen kan worden verhoogd (en, bijgevolg, ook de vergoe-ding voor de bevalling en voor het zoogen) tot 75 t. h. van het loon (en veel kassen hebben van deze toelating gebruik gemaakt door 65 t. h. van het basisloon als ziekenonderstand toe te staan). gebeurt het dikwijls dat de moeder, die zelf haar kind zoogt, 114 t. h. en, in het voordeeligste geval, 151 t. h. van het basisloon ontvangt. Gezien, daarenboven, volgens het Nijverheidswetboek, « de arbeidsters in 't geheel gedurende acht weken vóór en na de bevalling niet mogen arbeiden », is hun terugkeer in de werkplaats verbonden aan het bewijs, dat er minstens acht weken zijn verlopen sedert hun verlossing en is het waarschijnlijk dat zij wezenlijk eenige rust hebben genoten vóór en na hun bevalling. Dat is vooral waar na de bevalling, maar hier telt de beperking dat de bepaling van het Nijverheidswetboek maar toepasselijk is voor de bedrijven, waar ten minste tien arbeiders worden gebruikt, of die met deze gelijk staan en, bijgevolg, is het te werk stellen van zwangere vrouwen of kraamvrouwen in een groot aantal bedrijven niet beperkt.

» Ongelukkig, verklaart Dr Teleky, wordt de rust vóór de bevalling in veel bedrijven niet in de hand gewerkt. De maatschappelijke geneesheeren, evenals, degenen die de rust voor de vrouw gedurende de laatste weken vóór de verlossing hebben geëischt, hebben dezen eisch in het belang van de moeder en van het kind laten gelden. De onderzoeken, die door de Fransche en de Italiaansche schrijvers op kleine schaal werden gedaan, en vooral de groote onderzoekingen, die met zorg door Peller werden ingesteld en over 4,435 nieuwgeborenen in een kraam-vrouweninrichting te Weenen en over 581 kinderen in een sanatorium liepen, hebben uitgewezen hoe het gewicht der kinderen bij hun geboorte voordeelig wordt beïnvloed door de uitwendige omstandigheden en door een rust, zelfs al is zij van korten duur, vóór de bevalling. Zoo wogen de eerstgeboren jongens van ongehuwde moeders, die de laatste weken (twee of drie) in de kliniek hadden door-gebracht, er lichten huisarbeid verrichtten en passend voedsel kregen, bij hun ge-boorte gemiddeld 118 gram meer dan de eerstgeborenen der moeders, die maar vóór de bevalling in de kliniek kwamen; nochtans wogen die kinderen nog 215 gram

minder dan deze van welstellende moeders. De eerstgeboren jongens, die de volle ontwikkeling in den moederschoot hadden bereikt en minder dan 3,000 gram wogen, worden als volgt onderverdeeld: degenen, die in het sanatorium waren geboren, vertegenwoordigden 8.92 t. h., dezen van de afgezonderde moeders 18.68 t. h., dezen der moeders, die aan het werk waren gebleven, 27.92 t. h.; terwijl het percentage der jongens, meer wegende dan 4,000 gram, daalde van 7.52 op 5.88 en 3.51 t. h.

Het Nijverheidswetboek schrijft een volledige rust voor van in 't geheel acht weken en doet het opnieuw toelaten tot een werk afhangen van een getuigschrift, waaruit blijkt dat minstens zes weken zijn verlopen sedert de bevalling. Dr Teleky doet opmerken dat deze laatste bepaling over het algemeen wordt in acht genomen in de bedrijven, waar zij toepasselijk is. Maar wat wordt er van de twee andere weken? Volgens het voornemen van den wetgever, zouden zij vóór de bevalling komen, maar niemand kan eischen van den werkgever, die voor de inachtneming van het Nijverheidswetboek aansprakelijk is, dat hij, vijftien dagen op voorhand, nauwkeurig weet welke de datum van de bevalling is. Bij de werkhervatting vergenoegt hij zich in de meeste gevallen met het bewijs dat zes weken verlopen zijn sedert de bevalling, terwijl, volgens den wettekst, die twee weken na de verlossing zouden moeten ingewonnen worden, indien de arbeidsters tot bij de bevalling hebben gewerkt. In veel gevallen wil de arbeidster zelf niet het werk neerleggen vóór de bevalling, eenerzijds omdat zij zelf ook den datum der bevalling niet nauwkeurig kent, maar vooral omdat zij — zooals wij het zullen zien — *tijdens deze twee weken vóór, en ook tijdens de zevende en de achtste week na de bevalling, meest altijd zonder steun zou moeten blijven*. Hier zijn de uitleggers van de wet tusschengekomen: de wetspreker van kraamvergoeding; de kraamvergoeding vergt bevalling, en deze vereischt een verlossing, dus onstaat het recht op de vergoeding voor de bevalling maar op het oogenblik der verlossing. Onder de nieuwe teksten der wettelijke bepalingen, scheen deze van 30 April 1920 die uitleggers in het gelijk te stellen; want er werd in gezegd: « de kraamvergoeding voor de eerste vier maanden komt aan de belanghebbende op den dag der bevalling toe », maar in de wet van 29 Juli 1921 worden de woorden « ten laatste » reeds ingelascht, « komt aan de belanghebbende ten laatste op den dag der bevalling toe ». Ongelukkig wordt deze uitdrukking « ten laatste » meest altijd niet in aanmerking genomen, en zoo is het heden in veel (misschien in de meeste) ziekenkassen het gebruik de kraamvergoeding te betalen voor de vier weken, die de bevalling voorafgaan, terzelfder tijd met de toelage voor de verlossing, *zoodat de zwangere vrouw niets krijgt gedurende de laatste weken vóór de bevalling, zelfs indien zij niet werkt*. Door deze doenwijze, beantwoordt de som, die wordt betaald voor het tijdperk dat de bevalling voorafgaat, niet aan haar eigenlijk doel, dat der bescherming van de zwangere vrouw. Deze krijgt natuurlijk, bij de bevalling, een som, die zij op dat oogenblik goed kan besteden, maar indien dat haar doel was, zou de wet het door een verhooging van de vergoeding voor de verlossing eenvoudiger hebben kunnen bereiken dan door een verlenging van het tijdperk, gedurende hetwelk de belanghebbende van de kraamvergoeding kan genieten. De mogelijkheid, integendeel, die door den eersten tekst van het Rijkswetboek der verzekeringen werd geschapen, ten voor-

deele der vrouw, die de vergoeding niet vóór de bevalling had ontvangen, om ze, na de bevalling, gedurende acht of tien achtereenvolgende weken te ontvangen, liet toe aan de bepaling van het Nijverheidswetboek te voldoen, hetgeen niet meer het geval is volgens de latere teksten : de onderstand wordt niet meer betaald na de zesde week en het spreekt vanzelf dat de sommen, die aanstonds na de bevalling worden toegekend, niet worden bespaard en het niet mogen worden, in 't vooruitzicht van dat tijdperk. Daaruit spruit voort, dat heden, in de meeste gevallen, *de vrouw geen wekelijkschen onderstand ontvangt gedurende de laatste weken van de zwangerschap* en dat zij ook geen wekelijkschen onderstand ontvangt na de zesde week, volgende op de bevalling (de vergoeding voor het zoogen uitgezonderd). *Zij houdt dus niet op te werken vóór de bevalling* (indien zij maar alleen haar loon heeft om van te leven) *en, na de bevalling, verlengt zij de rust niet over de zesde week.*

« D^r Teleky erkent dat men met reden den onaangename toestand vreest, die zou voortspruiten uit het feit dat een vrouw, die een vergoeding voor de zwangerschap heeft gevraagd, omdat zij de verlossing binnen de vier weken verwacht, niet op het voorziene oogenblik bevalt, maar eerst later en bijgevolg gedurende dat tijdvak volstrekt zonder steun blijft. Evenwel, spijs de praktische moeilijkheden, schijnt het dat de zwangere vrouw het recht zou moeten hebben om — tegen het huidig vastgesteld gebruik in en op voorwaarde dat, door een getuigschrift van een vroedvrouw of van een geneesheer, wordt vastgesteld, dat de bevalling binnen de vier weken wordt verwacht — de betaling van de vergoeding voor de zwangerschap door wekelijksche uitkeeringen van dien dag af bij de ziekenkas te eischen.

» Maar D^r Teleky doet opmerken dat het gevaar van een mogelijk tijdperk zonder onderstand bijna heel en al verdwijnt, wanneer de kassen betalen op het oogenblik dat de vrouw meent te kunnen bewijzen dat zij de verlossing binnen twee of drie weken verwacht : zelfs wanneer zij zich heeft vergist, zal de vergissing zelden groot genoeg zijn opdat er een tijdperk zonder onderstand uit volgt. Indien men op die wijze het doel, dat de wetgever zich heeft voorgehouden en de sociale geneesheeren genoeg hebben gezocht, nog niet heel en al bereikt, zou die handelwijze in elk geval toelaten een deel van de gewenschte bescherming te verkrijgen. Men moet er insgelijks rekening mee houden dat de vrouw zich ook in tegenovergestelden zin kan vergissen en zich, tegen haar inzicht in, maar korten tijd voor de bevalling laat inschrijven.

» Het zou noodzakelijk zijn *dat het Rijks-Verzekeringsambt richtlijnen publiceert, waardoor een daadwerkelijke toepassing van de rust voor de zwangere vrouw wordt gewaarborgd.*

» D^r Teleky laat opmerken dat hij een niet te groote praktische waarde kan hechten aan de bepaling van het Rijkswetboek der verzekeringen, waardoor het aan de kassen mogelijk wordt aan de zwangere vrouwen ziekenonderstand te verleenen « als zij wegens zwangerschap tot werken onbekwaam zijn geworden ». Want zelden of nooit brengt normale zwangerschap onbekwaamheid tot werken mee; meestal staat men tegenover abnormale ongesteldheid die reeds op zichzelf tot tusschenkomst van de verzekering tegen ziekte aanleiding geeft. De gewoonte van sommige kassen bij de bevalling den onderstand ineens voor tien weken uit

te keeren, is verkeerd. Dat geld is natuurlijk uitgegeven vooraleer de wettelijke termijn van de bescherming is afgelopen en die maatregel heeft dus over 't algemeen voor gevolg dat het werk te vroeg wordt hervat.

» Dr Teleky is van meening dat er dient onderzocht of de vroegere inhoud der wet, waarbij de vrouw die geen rust heeft genomen vóór de bevalling, in de mogelijkheid werd gesteld daarna een langeren rusttijd te nemen, niet meer in toepassing zou kunnen gesteld worden : de kraamonderstand moet verleend worden « voor tien weken, waarvan ten minste zes onmiddellijk op de bevalling moeten volgen » ; die tekst ware misschien te verkiezen boven een meer volmaakte toepassing der huidige wet. Want een langere rust na de verlossing en een langer verblijf van de moeder bij het kind zijn, voor het kind ten minste, van meer belang dan de rust van de zwangere vrouw. Het gevolg daarvan zou zijn dat in elk geval een rust van tien weken zou gewaarborgd zijn en dergelijke regeling zou geheel natuurlijk leiden tot verlenging der uitkeering van den kraamonderstand ingeval de vrouw geen of slechts een zeer korte rust vóór de bevalling zou gehad hebben. Om tot dien uitslag te komen, ware niet alleen een wijziging der wet noodig, maar sommige praktische moeilijkheden, van ekonomischen aard, zouden waarschijnlijk dergelijke regeling belemmeren ; diezelfde moeilijkheden maken nu reeds dat de rust bij de zwangerschap niet in acht wordt genomen en konden totnogtoe slechts in sommige gevallen vermeden worden, dank de tusschenkomst van andere instellingen.

» De loonen der vrouwen zijn zeer laag. De kraamonderstand en de vergoeding voor het zoogen omvatten, als de kas slechts de minima-uitkeeringen verleent, 87 t. h. van het door den arbeid verdiende inkomen. Als de kassen 65 t. h. van het grondloon verleenen, bereiken de tegemoetkomingen samen 114 t. h. van het loon. Maar dit is het percentage van het *grondloon* ; het percentage van het werkelijk loon is merkelyk lager, als het grondloon lager is dan het werkelijk loon. Vermits die geringe inkomsten moeten dienen om bijkomende onkosten voor moeder en kind te dekken, daar het loon van den echtgenoot gelijk blijft, is het verstaanbaar dat de vrouw tracht haar toestand te verbeteren door zoo *spoedig mogelijk weer aan het werk te gaan*. Zij doet het in sommige gevallen door den wettelijken beschermingstermijn te ontwijken met werk aan te nemen dat niet onder toepassing der wet valt of met van werkplaats te veranderen. In dergelyk geval wordt haar voor dat tijdperk slechts de helft van den kraamonderstand uitgekeerd, doch haar inkomsten bereiken nochtans 158 tot 188 t. h. van het grondloon, terwijl de kraamonderstand en de vergoeding voor het zoogen samen slechts 87 tot 131.3 t. h. van dat grondloon bereiken. Aan dat zeer begrijpelyk verlangen, vooral onder de arbeiders wier loonen het laagst zijn, den ekonomischen toestand te verbeteren, ten koste zelfs van de gezondheid van moeder en kind, kan slechts tegemoetgekomen worden door het *toekennen van ernstigen onderstand aan behoeftige kraamvrouwen*. Daar zou de *maatschappelijke voorzorg van de steden en de kreitzen moeten tusschenkomen*. De instellingen van maatschappelijke voorzorg, van hun kant, zouden een onderstand moeten verleen en gelijk aan de helft van de uitkeering der kas, van de vierde tot de zesde week na de bevalling. Die tusschenkomst, op het oogenblik dat de neiging om terug aan het werk te gaan bijzonder sterk is, zou er veel toe bijdragen om de

rust van de arbeidsters gedurende de bedoelde weken werkelijk te doen in acht nemen. De uitgaven voor dit bijzonder geval zouden in de meest in aanmerking komende klassen en in de veronderstelling dat de kassen zich bij de minimum-uitkeering beperken, voor de laatste drie weken samen ongeveer 12 M. 60 of 19 M. 70 en op grond van het dikwijls toegekend percentage van 65 t. h., 16 M. 40 of 25 M. 50 bedragen. De totale uitgaven van een stad met ongeveer een half miljoen inwoners, zouden nagenoeg 15,000 mark per jaar bedragen voor een rond getal van 9,000 behoeftige kraamvrouwen, volgens berekening naar de huidige economische toestanden te Dusseldorf. Daarenboven zou men er kunnen voor zorgen dat de zwangere vrouwen die van dien door de stad verleenden onderstand willen genieten, zich zoo spoedig *mogelijk naar de raadpleging voor zwangere vrouwen, en de moeders met hun pasgeboren kind zich zoo spoedig mogelijk naar de raadpleging voor zuigelingen begeven.*

» Zoo zou, besluit Dr Teleky, dank aanwijzingen van wege het Rijks-Verzeeringsambt, de bescherming van de zwangere vrouw, waarnaar onze wetgevers reeds zoolang streven, werkelijkheid kunnen worden, terwijl de tusschenkomst van de voorzorg der steden en der andere instellingen de bescherming der jonge moeders en der pasgeborenen op een sterkeren grondslag zou vestigen. »

IN DENEMARKEN.

Het *Arbeidsblad*, van 31 Maart 1925, kondigt het wetsontwerp af, dat door de Regeering van Denemarken werd neergelegd in uitvoering der besluiten van de Internationale Arbeidsconventie van Washington.

Wij laten het hier volgen. (Men zal bemerken, dat het veel gelijkenis heeft met het onze.)

1. — De vrouwen mogen binnen de 6 weken na de bevalling te werk gesteld worden, noch in de ambachten, noch in de nijverheid, noch in den handel of in het vervoer, noch in eenig andere tak van deze ondernemingen. Deze bepaling doelt niet op de vrouwen in Staatsdienst of werkzaam in ondernemingen, waar alleen leden van het gezin arbeiden. De kwestie of een onderneming aan de huidige wet onderworpen is, wordt in geval van twijfel door den Minister van Maatschappelijke Zaken te zamen met den Minister van Nijverheid, Handel en Scheepvaart, beslecht.

2. — Iedere vrouw, werkzaam in een onderneming bedoeld onder artikel 1, die een geneeskundig getuigschrift voorlegt, waarin wordt verklaard dat de bevalling waarschijnlijk binnen de 6 weken zal geschieden, mag haar dienst verlaten, hoedanig ook het arbeidskontraat zij waardoor zij verbonden is.

3. — Iedere vrouw, werkzaam in een onderneming bedoeld bij artikel 1, heeft het recht, indien zij zelf haar kind voedt, op tweemaal een half uur per dag, in den loop van den arbeid, om haar kind te voeden.

In de ondernemingen waar ten minste 25 vrouwen zijn te werk gesteld, moet er een bijzondere plaats zijn, die in het koude seizoen verwarmd wordt en waar de arbeidsters hunne kinderen kunnen zoogen.

4. — Indien overeenkomstig artikels 1 en 2, of indien wegens ziekte die, volgens geneeskundig getuigschrift, voortspuit uit de zwangerschap of de bevalling

en arbeidsonbekwaamheid voor gevolg heeft, een vrouw den arbeid verlaat gedurende langeren tijd dan door de huidige bepalingen wordt voorzien, mag de werkgever haar om reden van deze afwezigheid niet afdanken, tenzij de ziekte meer dan 15 weken duurt en elke afdanking gedurende vermelde afwezigheid, vóór afloop van dezen termijn, is nietig.

5. — Indien een vrouw, werkzaam in een onderneming bedoeld bij artikel 1, haar werk verlaat overeenkomstig artikels 1 en 2, heeft zij tijdens haar afwezigheid, recht op een onderstand van de openbare schatkist, van 4 kroon per dag voor de bevalling en 5 kroon per dag na de bevalling.

Indien gezegde vrouw niet terug in een onderneming bedoeld bij artikel 1, gaat werken, wordt de onderstand na de bevalling alleen uitgekeerd indien de zaak mogelijk is op grond van artikel 7.

6. — Wanneer een moeder die den onderstand van de Openbare Schatkist vraagt, overeenkomstig artikel 5, recht heeft op de som die de vader, krachtens de wet van 27 Mei 1908, artikel 2, moet betalen voor haar onderhoud, een maand vóór en een maand na de bevalling, wordt deze som afgetrokken van den onderstand verleend op grond van de huidige wet.

Indien de moeder op den dag dat zij de vraag tot het bekomen van een vergoeding indient, overeenkomstig artikel 5, geen ernstige stappen heeft aangewend om den vader te dwingen de som, voorzien bij de vorige alinea, te betalen, heeft zij geen recht op de vergoeding waarvan sprake.

7. — De vergoeding voorzien bij artikel 5 wordt uitgekeerd als onderstand van den Openbaren Bijstand, zonder de gevolgen te hebben van dezen onderstand, door de gemeente waar zij haar verblijfplaats heeft, die dat bedrag kan opeischen van de Gemeente die den onderstand moet uitkeeren.

De onderstand wordt toegekend door de weldadigheidskas.

8. — De werkgever of zijn afgevaardigde die een vrouw te werk stelt in strijd met de bepalingen van artikel 1, alinea 1, of artikel 3, alinea 2, of artikel 4, is strafbaar met een boete van 10 tot 200 kroon. Dezelfde straf is toepasselijk op de vrouw die werkt in strijd met de bepalingen van artikel 1, alinea 1.

De inbreuken zijn voor vervolging vatbaar op aanvraag van het Openbaar Ministerie en worden als boetstrafelijke zaken behandeld.

9. — De huidige wet wordt van kracht op 1 April 1925; artikel 29 der wet van 29 April 1913 op de fabrieken vervalt op denzelfden datum.

De verplichting der ziekenkassen aan de verzekerden bij de bevalling, overeenkomstig artikel 23 der wet op de verzekering tegen ziekte, een onderstand uit te keeren van minstens 1 kroon per dag, zoolang zij te bed blijven tot tien dagen na de bevalling, vervalt indien de onderstand voorzien bij de huidige wet wordt uitgekeerd.

INVLOED VAN HET NIJVERHEIDSWERK DER GEHUWDE VROUW OP HET FAMILIELEVEN.

Onder die hoofding heeft Mej. Maria Baers, lid van den Hoogerem Arbeidsraad van België, op de 3^e Internationale Conferentie der Christene Arbeidsters, te Lucern gehouden in September 1925, eene belangrijke studie voorgedragen, waarvan wij hier den beknopten inhoud laten volgen :

Wij meenen dat het noodig is de aandacht op dit punt te vestigen en naar verbetering van den toestand te zoeken op grond van al de hooger aangehaalde redenen, en ook op grond van het getal zelf der vrouwen die daaruit voordeel zullen trekken. Men zou weliswaar niet nauwkeurig kunnen zeggen hoe groot op dit oogenblik in België het getal vrouwen is die werkzaam zijn in den handel, in de nijverheid, of als dienstboden; maar volgens de statistieke gegevens, die wij hebben kunnen verzamelen voor verschillende landen, schijnt dit getal te schommelen tusschen 25 en 30 t. h. Voor ons land leveren de laatste optellingen ons daarover geen juiste gegevens. Wij hebben echter de cijfers van 1896 die ons toelaten het getal gehuwde vrouwen werkzaam in de nijverheid buitenshuis te schatten op 40,092.

De heer Jacquart geeft voor de groote industriecentrums een getal gehuwde arbeidsters gaande van 7 t. h. tot 33 t. h. van het getal vrouwen van 10 tot 35 jaar.

Grootnijverheid in 1896 :

Ongehuwden : 87,216 of 83.22 t. h.

Weduwen of gedivorceerden : 2,631 of 2.48 t. h.

Huisnijverheid :

Ongehuwden : 43,859 of 59.13 t. h.

Gehuwden : 26,039 of 35.28 t. h.

Weduwen of gedivorceerden : 4,116 of 5.62 t. h.

Deze gehuwde arbeidsters vindt men vooral in grooten getale in sommige takken der kleernijverheid, in de textielnijverheid, tabak en vervoer (havenarbeid). In deze twee laatste takken schat men het getal vrouwen op 50 t. h. Deze vrouwen behooren tot elken leeftijd, maar uit de opzoekingen op dit gebied gedaan blijkt toch dat de overgrootste meerderheid (63 t. h. in sommige landen) minder dan 35 jaar oud is. Deze vrouwen zijn niet hoofdzakelijk, zooals men zou geneigd zijn te denken, weduwen, gedivorceerde of gescheiden vrouwen. Het getal gehuwde vrouwen die met haar man leven is veruit het grootste. Al deze vrouwen doen dus te gelijkertijd haar huiswerk en haar beroepsarbeid, en zijn bovendien onderworpen aan al de lichamelijke en zedelijke gevolgen die de moederschap meebrengt; een groot getal werkt alleen uit behoefte, zooals het onderzoek naar hetwelk wij verwijzen het aantoonst.

Men moet zich dus met de vrouwen bezighouden, ze beschermen en steunen zoolang men ze niet heelemaal kan terugbrengen naar haar taak van moeder en huishoudster. Deze bescherming is des te meer noodig daar de arbeid van de moeder gevolgen heeft van economischen en moreelen aard die zeer nadeelig zijn zoowel voor de vrouw zelve als voor het gezin en de geheele maatschappij. Wij kunnen hier deze gevolgen, die alle de noodzakelijkheid van het afschaffen van dien arbeid bewijzen, niet opsommen, wij zullen enkel deze aanwijzen, op grond van dewelke hulp en bescherming door de wet noodig zijn, wat het wetsvoorstel dat wij U voorleggen voor de gehuwde moeders vraagt.

Op dit gebied is onbetwistbaar een der belangrijkste punten de nadeelige invloed van den beroepsarbeid der moeder op de gezondheid en het leven van het kind. Deze invloed is niet te loochenen, vooral in sommige beroepen, wegens het

ongezonde werk zelf of wegens de vermoënis die het veroorzaakt. Reeds in 1895 bewees professor Pinard, van de « Académie de Médecine » te Parijs, dat de vrouwen die kunnen rusten vóór hare bevalling zwaardere kinderen ter wereld brengen dan de vrouwen die niet rusten. In 1897 stelde de heer Letourneur in eene statistische studie de volgende vraag :

Hebben de vrouwen die een weinig vermoeiende bezigheid hebben schoonere kinderen dan deze die zich vermoeien, en staat een niet vermoeiend beroep gelijk met een volstrekte rust ?

Hij vat zijn werk samen in vier besluiten :

1. De vrouwen die een vermoeiend beroep hebben brengen minder zware kinderen ter wereld dan deze die een niet vermoeiend beroep hebben. Er is een gemiddeld verschil van 50 gram ten voordeele der kinderen van laatstgenoemde.

2. De vrouwen die gedurende hare zwangerschap rusten, wat ook haar beroep weze, brengen kinderen ter wereld van een merkelyk eender gewicht, dat echter gemiddeld 220 grammes het gewicht overtreft van de kinderen derzelfde vrouwen die niet rusten.

3. Zoo dus het niet vermoeiend beroep van de moeder weldadig is voor het kind, is de rust van de moeder voor het kind nog beter.

4. Indien het voor alle vrouwen niet mogelijk is een niet vermoeiend beroep uit te oefenen, zou de Maatschappij toch aan de niet welhebbende zwangere vrouwen de rust moeten kunnen verzekeren gedurende eene zekere tijd van hare zwangerschap. In de gezondheid van de kinderen zou die Maatschappij de belooning vinden voor de rust der moeder. Men heeft daarmede reeds een begin gemaakt, en het is te hopen dat men op dien weg zal voortgaan.

De invloed van den arbeid der moeder op het weerstandsvermogen van het kind bij zijn geboorte is dus onloochenbaar, maar is er eene verhouding tusschen dezen invloed en het soort nijverheid waarin de moeder werkt ?

De heer Gemahling (1), waar hij spreekt van den nadeeligen invloed van het nijverheidswerk der moeder op de kinderen, noemt als bijzonder daarvoor in aanmerking komende nijverheidstakken, deze waarbij de vrouwen lood, mercur en tabak bewerken.

Het tabaksbedrijf, aldus gaat schrijver voort, moet des te meer voor de vrouwen worden geweerd, daar zij in grooter getale werkzaam zijn in de behandeling ervan en het cijfer der kindersterfte bij deze arbeidsters eens zoo hoog staat als het cijfer der kindersterfte bij de arbeidersbevolking in het algemeen.

In een goed gedocumenteerd werk over den arbeid in het huidenbedrijf heeft Dr Glibert, algemeen opziener, hoofd van den geneeskundigen dienst van den arbeid, het ook over den invloed van de nijverheidsbedrijven op den gezondheidstoestand der vrouw en op de kindersterfte.

Hij bevindt vooreerst dat bij de vrouwen die verplicht zijn in nijverheidsbedrijven te werken de gezondheid werkelijk verzwakt door het moederschap.

« Van de 2,542 kinderen geboren uit werkvrouwen die behooren tot bedoelde nijverheidsbedrijven waren, toen het onderzoek werd gedaan, er 1,465 dat is 57.63 t. h. in leven ; 1,077 dat is 42.37 t. h. waren gestorven »

(1) GEMALING : *Les femmes ouvrières et la maternité.*

» In verband met hun leeftijd toen zij stierven, worden die 1,077 kinderen onderverdeeld als volgt :

» Kinderen dood-geboren . . .	200	dat is 18.57 t. h.
» Kinderen beneden 1 jaar . . .	601	» 55.80 t. h.
» Kinderen van 1 tot 2 jaar . . .	113	» 10.68 t. h.
» Kinderen van 2 tot 5 jaar . . .	96	» 8.91 t. h.
» Kinderen boven de 5 jaar . . .	65	» 6.04 t. h.

» In deze nijverheidsbedrijven bereikt dus de kindersterfte beneden den leeftijd van 5 jaar, eigenlijk 39.81 t. h.

» Dient echter te worden opgemerkt dat het getal dood-geboren kinderen ook een zeker getal bevat die het gevolg zijn van misvallen. »

In *Bohemen* bereikte in de textielnijverheid de kindersterfte 25 t. h. voor het tijdsverloop van 1896 tot 1905 ; te *Zwickau* was dit procent voor denzelfden termijn 30 t. h.

In *Engeland* bedroeg de kindersterfte in 1904 voor de landbouwstreken 79 tot 100 per duizend, 175 tot 180 per duizend voor de nijverheidsgewesten.

De invloed van het werk der moeder op den gezondheidstoestand en het weerstandsvermogen van het kind kan dus niet betwist worden. Met het oog op deze bevindingen vragen wij dat de arbeidster haar werk moge onderbreken tijdens de laatste weken der zwangerschap en rust kunne nemen na de bevalling.

. . .

In verband met bovenstaande studie droeg Mej. Baers onderstaande besluiten voor, die eenparig door de Internationale Conferentie werden bekrachtigd :

Aangezien de christene syndikaten steeds als standpunt hebben gehad zoo veel mogelijk den loonarbeid af te schaffen van de gehuwde vrouw, omdat deze als hoofdtak heeft de opvoeding en de zorg harer kinderen, het goed beleid van haar gezin, en dat het noodzakelijk is dat de gehuwde arbeidster, zooals ieder andere vrouw, in staat weze die taak behoorlijk te vervullen ;

Aangezien de gehuwde arbeidster dubbel werk verricht, vermits zij tegelijkertijd haar beroep uitoefent en voor het huishouden te zorgen heeft ;

Dat in de huidige omstandigheden menige gehuwde vrouw verplicht is gesalarieerden arbeid te verrichten, ter oorzake van de onvoldoende inkomsten van het gezin ;

Dat tot nog toe de economische waarde van de huishoudelijke functie der gehuwde vrouw niet volgens de werkelijke belangrijkheid wordt geschat ;

Dat de gehuwde arbeidsters recht hebben op bijzondere beschermingsmaatregelen ;

De III^e Internationale Conferentie der Christene arbeidsters doet het verzoek :

1^o Dat het loon der gezinshoofden voldoende weze om te voorzien in de behoeften van het huishouden, ten einde de gehuwde vrouw en moeder niet te verplichten een beroep uit te oefenen. Die eisch mag echter niet schaden aan dien anderen waarbij de arbeidster voor gelijk werk gelijk loon moet ontvangen.

2^o Dat de beroepsorganisaties van de verschillende landen den toestand van de

gehuwde arbeidster in de onderscheidene nijverheden zouden nagaan, er zich zouden beijveren tot 't regelen van de economische voorwaarden van de uitoefening van het beroep, zoodanig dat de gehuwde vrouw ontlast worde van den gesalarieerden arbeid en dat zij intusschen in hunne onderhandelingen met de werkgevers en bij het afsluiten van collectieve contracten, zouden aandringen op hulp en de noodige bescherming voor de gehuwde vrouw, zooals bijvoorbeeld :

Geneeskundige raadplegingen voor zwangere vrouwen ; minder zwaren arbeid ; zooveel mogelijke afschaffing van gedurig staande of gedurig zittend werk ; vergoeding bij verlof vóór en na de bevalling ; halve-tijd stelsel of voldoende vrijen tijd ;

Dat de organisaties hunnen invloed zouden laten gelden om den belanghebbenden te doen begrijpen hoe noodzakelijk en voordeelig die beschermingsmaatregelen voor haar (de arbeidsters) zijn en dat, door hunne actie bij de openbare besturen, die beschermingsmaatregelen een wettige waarborg bekomen.

3° Dat de vrouwelijke arbeidsorganisaties al hunne krachten zouden inspannen voor de vorming der jonge meisjes en zelfs gehuwde vrouwen op huishoudelijk gebied, dat 't onderwijs aangepast bij die vorming door de openbare besturen zou gesubsidieerd worden ;

4° Dat de vrouwelijke organisaties al hunne beschikbare propagandamiddelen zouden benuttigen om de juiste gedachten betreffende de economische, zedelijke en sociale waarde van den huishoudelijken arbeid der gehuwde vrouw te verspreiden ;

5° Dat de beroepsorganisaties propaganda bij de werkgevers zouden maken tot benoemen van nijverheidsopzichters, belast met de werking over het vrouwelijk personeel in de fabriek ;

6° Dat het Internationaal Christen Vakverbond bij de Internationale Arbeidersorganisatie zou aandringen tot het instellen van een grondig onderzoek inzake 't aantal arbeidsters, vrouwelijke bedienden en gehuwde dienstmeiden en dezer arbeidsvoorwaarden, en dat die organisatie onderzoekte welke wettige maatregelen dienen getroffen te worden tot bescherming dier arbeidsters.

De Internationale Conferentie der Christene Arbeidsters vraagt aan alle aangesloten organisaties in hunne wederzijdsche landen krachtvolle pogingen aan te wenden om in den kortst mogelijken tijd de bekrachtiging en de toepassing te bekomen van de internationale arbeidsovereenkomsten in betrekking met de arbeidsters- en kinderenbescherming, gestemd door de verschillende internationale arbeidscongressen . »

ZIEKTE- EN MOEDERSCHAPSVERZEKERING.

Om dit overzicht te sluiten, nemen wij nog twee bladzijden (93-95) over uit « Les Problèmes Généraux de l'Assurance Sociale », uitgegeven door het « Bureau International du Travail » (Genève, 1925) :

« In de gewone statistieken van de algemeene ziektegevallen vinden wij gewoonlijk de drie navolgende reeksen van aanmerkingen : a) een zeker aantal van de in onderzoek gestelde collectiviteit, bij voorbeeld 1000, levert gemiddeld op een jaar een zeker getal ziektegevallen, waaruit voor elk lid van de collecti-

viteit een schatting wordt gemaakt van de voorgekomen of waarschijnlijke ziekten in den loop van een jaar; *b*) elke ziekte brengt gemiddeld voor hem die er van het slachtoffer is een zeker getal dagen ongesteldheid mede; *c*) brengt men de aanmerkingen *a* en *b* samen dan kan men onmiddellijk, door de regel van drieën, de schatting maken van het waarschijnlijk gemiddeld getal ziektedagen per verzekerde en per jaar (1).

» Eens dit getal geschat, kan men er de kosten van de verzekering uit afleiden, met inbegrip van de kosten van dokter, apotheker, hospitalisatie, en de dagelijkse vergoeding indien zij dezelfde is voor al de verzekerden. Verschilt zij volgens het loon, zal men bovendien, met eene voldoende benadering, het aantal van de verzekerden in elke klas van loonen moeten voorzien. In ieder geval zal men, met een lichte schommeling, den gemiddelden kostprijs van de ziekteverzekering per verzekerde en per jaar kunnen vaststellen. Deze verzekering is dus op uitnemende wijze bestemd voor een stelsel van verdeeling. Natuurlijk zal deze verdeeling niet heelemaal gelijk zijn, evenmin zal zij gedaan worden op het risico dat geldt voor elken verzekerde. Met weglating van enkele uitzonderlijke gevallen en met uitsluiting van de beroepsziekte-verzekering, geeft men er zich inderdaad rekenschap van dat het bewustzijn van elken verzekerde min of meer aan ziekte blootgesteld te zijn, niet zoo zeer verschilt van den eenen tot den anderen verzekerde, dat het raadzaam is de verdeeling te doen volgens de individueele waarde van het risico, bereid om de mogelijkheid van eene « over-premie » aan te nemen bij eene al te aanzienlijke verhooging van dit risico.

» Over het algemeen geschiedt de verdeeling in verhouding tot het loon. Op die wijze komt de jonge verzekerde, voor wien het ziekte-*risico* kleiner is, ter hulp aan den meer bejaarden verzekerde, en op dezelfde wijze helpt de verzekerde met een hoog loon dengene die met zijn arbeid minder verdient. Volgens het meerendeel der wetten op de verplichte ziekte-verzekering moet de bijdrage voor elken verzekerde door de verzekeringsinstelling vastgesteld worden met een percent van het loon, zonder dat echter — met uitzondering van de Portugeesche en de Roemeesche wetten — de wet zelf dit percent nader bepaalt. Zij bepaalt echter vaak hetzij een maximum (Hongarije, Luxemburg, het Koninkrijk der Serven, Croaten en Slovenen, Tsjecko-Slowakije), hetzij eene gemiddelde bijdrage, met aanduiding van de verzekeringsinstellingen van wat de algemeen vereischte bijdrage (Oostenrijk, Polen), hetzij tegelijkertijd een maximum en een gemiddeld cijfer (Duitschland).

« Wanneer de wet voor den duur van de ziekte de toekenning voorziet van eene vergoeding wegens gezinslasten, worden de kosten van deze tegemoetkoming gewoonlijk niet begrepen in de uitgaven aan verdeeling onderworpen. Zoo neemt in Duitschland de Staat daarvan de helft voor zijne rekening. De andere helft maakt deel uit van « de gemeenzame last » die moet gedragen worden door de gezamenlijke kassen eener zelfde omschrijving. Het Fransche ontwerp gaat nog verder en voorziet dat de vergoeding wegens gezinslasten geheel zal gedragen worden door den Staat.

(1) F. FERDINAND-DREYFUS, *aangek. artik.*, blz. 643.

« Het eenige land, denken wij, dat het financieele stelsel van de ziekteverzekering niet doet steunen op de verdeling is Engeland. De methoden die daar in zwang zijn, steunen rechtstreeks op deze welke in zwang zijn voor de private verzekering. De jaarlijksche premïën, die van jaar tot jaar dezelfde zijn, komen overeen met een verzekerde die in de verzekering treedt op den minimum leeftijd van toelating (10 jaar) en zijn niet aangepast aan het loon. Volgens de gewone regels van de capitalisatie wordt een deel van de aanvankelijke premïën tot reserve gemaakt, om later te dienen als het noodig steunfonds, op het oogenblik dat de jaarlijksche waarde van het risico het bedrag van de premie overtreft. Men heeft dus een bijzonder financieel stelsel moeten uitvinden voor de verzekerden die in de verzekering zijn gekomen na hun zestiende jaar. De verzekeringskas wordt versterkt door een algemeen fonds van verdeling der reserve die overeenkomt met hun leeftijd van inschrijving. Dit fonds wordt gestaafd door een overschot van de premïën voortvloeiend uit het feit dat de Staat twee negende van de verplichtingen op zich neemt.

» Bijna overal gaat de moederschapsverzekering samen op financieel gebied met de ziekteverzekering. Zij biedt evenwel, om hare sociale belangrijkheid, dikwijls sommige bijzonderheden in hare financieele inrichting. Zoo heeft in Duitschland elke vrouw zonder voldoende bestaansmiddelen, zelfs wanneer zij niet in de voorwaarden verkeert door de wet bepaald, vóór en na de bevalling het recht op de « Wochenfürsorge ». Deze zorg komt evenwel heel en al ten laste van den Staat.

» In Italië, waar de ziekteverzekering nog facultatief is, is de moederschapsverzekering verplichtend, en berust financieel op het stelsel der verdeelingspremiën voor de helft ten laste van de verzekerden, en voor de helft ten laste van den werkgever ».

* . *

Naar onze opvatting moet de moederschapsverzekering algemeen worden gemaakt. En opdat ze algemeen worde, moet ze wettelijk verplicht zijn.

De verplichte verzekering zou echter alleen toepasselijk zijn wanneer het globaal inkomen der familie niet 12,000 frank per jaar overtreft. Doch het spreekt vanzelf, dat verzekering steeds aanbevelingswaardig is, ook wanneer het inkomen 12,000 frank per jaar te boven gaat. Daarom wordt in artikel 6 voorzien, dat het inkomen zal verhoogd worden met 1,000 frank per kind beneden de 16 jaar.

Het is overigens verhengend, te mogen vaststellen dat de vrije verzekering in de laatste jaren zulke machtige uitbreiding heeft genomen, zoodat de verplichting zeer gemakkelijk zal worden aanvaard.

Wij maken de verplichte verzekering (zie art. 6) niet alleen toepasselijk op de vrouwen, die als arbeidster, bediende of huiselijke bediende, voor rekening van anderen op bestendige wijze werken, maar ook voor de vrouwen, wier echtgenooten in de nijverheid, den handel of in de huiselijke diensten voor rekening van bijzonderen werken.

Die wensch werd uitgedrukt door den Nationalen Bond der Talrijke Gezinnen. (Zie artikel 10).

Waar de zwangere vrouw of de bevallen moeder met de huishouding van een arbeidersgezin is belast, wordt wel niet een loonverlies ondergaan, maar zwangerschap en bevalling plaatsen de familie steeds voor zeer zware uitgaven. En waar die uitgaven niet onder behoorlijke dekking staan door verzekering, zijn het vooral de moeder en het kind die er eerst en ergst in de noodige verzorging door getroffen worden.

De vrije verzekering, aangemoedigd door de toelagen van Staat en bestuurlijke machten, heeft overigens grootendeels den weg gebaad op het gebied der moederschapsverzekering. Wettelijke regeling zal nu komen aanvullen wat aan stoffelijke hulp tekort schoot.

Alhoewel de verzekeringsverplichtingen, welke door het wetsvoorstel aan de moederschapsverzekeringen worden gesteld, betrekkelijk zeer zwaar schijnen, hebben wij niettemin de innige overtuiging dat zij gemakkelijk zullen kunnen worden verwezenlijkt. Immers, ook onder dit opzicht is van het bijzonder initiatief reeds heel wat stuwkracht uitgegaan, heel wat pionierswerk verricht.

Het is van algemeene bekendheid, dat bij de industrieelen, vooral bij degene die de grootnijverheid vertegenwoordigen, groote belangstelling is gekomen voor den familietoeslag. Wij bespreken hier niet de bijzondere opvattingen, welke de industrieelen er op het gebied van den familietoeslag op nahouden, noch over de reglementsbepalingen waaraan zij het verleenen van familietoeslag door Compensatiekassen willen onderworpen zien. Maar verheugend is het, te mogen vaststellen dat bij de stichting van de Compensatiekassen en het verleenen van familietoeslag de moederschapszorg volstrekt niet is vergeten. Hulp bij geboorte wordt niet alleen gegeven wanneer de bevallen moeder zelf tot het personeel der nijverheidsonderneming behoort, maar ook wanneer zij de echtgenoot-huishoudster is van een man die in de nijverheidsonderneming werkzaam is. Aldus beaamt en veralgemeent ons wetsvoorstel voor de toekomst hetgeen de industrieelen langs den weg van het particulier initiatief voorhouden, maar langs daar nooit volledig en bevredigend zouden kunnen oplossen.

Onder dit opzicht bevatten de verslagen der jongste Congressen van den Nationalen Bond der Patrijke Gezinnen eene uitvoerige en verheugende dokumentatie.

Uit die opgaven valt te besluiten dat een aantal werkgevers uit de groot-industrie, uit eigen beweging, de zedelijke sociale verplichting hebben erkend, hulp te verleenen bij geboorte. Het bestaan van die Compensatiekassen zal des te gemakkelijker den maatstaf laten berekenen der patronale tussenkomst bij geboorten, wanneer de moederschapsverzekering wettelijk zal zijn geregeld, en derhalve al de werkgevers, groote en kleine, wettelijk zullen verplicht zijn hulpgelden te verleenen, om te verwezenlijken wat in artikel 8 van ons voorstel wordt voorgehouden. Mogelijks zal de maatstaf van berekening naar de betaalde loonen, door ons aangegeven in artikel 13 van ons voorstel, kunnen worden verlaagd. Geen twijfel of de wettelijke moederschapsverzekering zal meteen de veralgemeening der Compensatiekassen voor familietoeslag uitlokken.

Nijverheid en handel hebben overigens het grootste belang bij de normale ontwikkeling der familie, en het kan niet ernstig worden beweerd, dat zij niet een deel der lasten van ernstige en algemeene moederschapsverzekering zouden kunnen dragen.

Wij houden althans voor, dat de Staat de voordeelen der moederschapsverzekering moet waarborgen en naar bepaalde verordeningen regelen, maar dat de Staat de hulpmiddelen moet zoeken waar zij gemakkelijkst zijn te dragen. De verzekerden zelf zullen voor haar aandeel nog aanzienlijke offers moeten brengen om de moederschapsverzekering in de gelegenheid te stellen al hare zedelijke en stoffelijke verplichtingen te vervullen.

Daar de bestaande mutualiteiten nu reeds, al zij het op onvoldoende wijze, moederschapzorg en verzekering hebben voorzien, zullen wellicht niet zooveel afzonderlijke moederschapsverzekeringen worden gesticht. Waar zij toch worden gesticht, zullen zij, evenals de mutualiteitsinstellingen, de wettelijke erkenning moeten vragen. Het verleenen der erkenning wordt opgedragen aan de Bestendige Commissie der Maatschappijen van Onderlingen Bijstand. (Zie art. 9.)

Op gebruikelijke wijze verzekert het wetsvoorsel wederkeerigheid aan de vrouwen van vreemde nationaliteit. (Art. 12.)

De overtredingen, in zooverre zij de eigenlijke gezondheidszorg betreffen (art. 1 tot 4), vallen onder de toepassing der strafbepalingen van de wet d. d. 13 December 1918.

De overtredingen in zake moederschapsverzekering zullen beteugeld worden naar de strafbepalingen die toepasselijk zijn op de andere sociale verzekeringswetten

En gansch natuurlijk zal de wet in toepassing komen één jaar na hare bekendmaking.

Wij hopen dat het Belgisch Parlement zijne instemming zal willen betuigen aan het voorwerp van dit wetsvoorstel, en dat dit voorstel spoedig wet zal geworden zijn.

Het geldt het eereherstel van het moederschap, de vreugde, de zedelijke en stoffelijke welvaart van het gezin, de toekomst der Natie.

De arbeidswetgeving van België zal zichzelf eeren door ons maatschappelijk verzekeringswezen te volledigen door de wettelijke bescherming en verzekering van het moederschap.

RENE DEBRUYNE.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

CHAMBRE
des Représentants

WETSVOORSTEL

betreffende de zorg en de verzekering van het moederschap.

ART. 1.

Alle vrouwen, die op bestendige wijze arbeiden voor bijzonderen, hetzij als arbeidster, bediende of huisbediende, moeten den arbeid schorsen gedurende zes weken volgende op de bevalling.

ART. 2.

De zwangere vrouw mag haar werk of bediening schorsen op vertoon van een geneeskundig getuigschrift, bevestigend dat de bevalling waarschijnlijk zal plaats hebben binnen de zes weken.

ART. 3.

De werkgever mag de vrouw niet afdanken uit hoofde van afwezigheid, die slechts eene schorsing van het arbeidsverdrag beteekent en gewettigd is uit hoofde van de artikelen 1 en 2 dezer wet, of voor reden van ziekte die drie maanden niet overschrijdt en die het gevolg is der bevalling.

ART. 4.

De moeder, die haar kind zoogt, heeft recht op twee rustpoozen per dag, ieder van eene halve uur, indien de arbeidsvoorwaarden haar niet toelaten op andere en normale wijze haar kind te zoogen.

PROPOSITION DE LOI

**concernant
la protection et l'assurance
maternelles.**

ARTICLE PREMIER.

Toute femme travaillant habituellement pour des particuliers comme ouvrière, employée ou domestique est tenue d'interrompre son travail pendant les six semaines qui suivent l'accouchement.

ART. 2.

La femme enceinte peut interrompre son travail ou son emploi moyennant production d'un certificat médical attestant que l'accouchement aura lieu probablement dans les six semaines.

ART. 3.

L'employeur ne peut congédier la femme du chef d'absence ne constituant qu'une suspension du contrat de travail et justifiée par les articles 1 et 2 de la présente loi ou pour raison de maladie ne dépassant pas trois mois et résultant de l'accouchement.

ART. 4.

La mère-nourrice jouit, pour allaiter son enfant, de deux repos quotidiens, d'une demi-heure chacun, si les conditions de travail ne lui permettent pas de le faire autrement et normalement.

ART. 5.

De Koning mag de inrichting van een zuigelingenkamer voorschrijven in al de ondernemingen, waar minstens 150 vrouwen van meer dan 18 jaar werkzaam zijn.

ART. 6.

Al de gehuwde vrouwen, die op bestendige wijze gebezigd worden door bijzonderen, hetzij als arbeidster, bediende of huisbediende, uitgezonderd de weduwen en de vrouwen boven 50 jaar, alsmede de echtgenooten van arbeiders, bedienden en huisbedienden, moeten zich persoonlijk, of door bemiddeling van haar echtgenoot, aansluiten bij eene wettelijk erkende moederschapsverzekering, wanneer het globaal inkomen der familie 12,000 frank per jaar niet overschrijdt. Dit inkomen zal verhoogd worden met 1,000 frank per kind onder de 16 jaar.

ART. 7.

De ongehuwde moeders, aangesloten bij eene erkende moederschapsverzekering, kunnen dezelfde staatstoelagen genieten, voorzien in artikel 10 dezer wet.

ART. 8.

De moederschapsverzekering, gehecht aan eene wettelijk erkende mutualiteit, is gemachtigd de toelagen te ontvangen van den Staat en van de openbare besturen, op voorwaarde dat zij aan hare leden verzekert, tegen betaling eener bijdrage door de standregelen vastgesteld :

1° Den kosteloozen vroeddienst, door een geneesheer of eene gediplomeerde vroedvrouw, of eene evenwaardige vergoeding;

ART. 5.

Le Roi peut prescrire la création d'une garderie de nourrissons dans toutes les entreprises employant au moins 150 femmes âgées de plus de 18 ans.

ART. 6.

Toutes les femmes mariées, à l'exception des veuves et des femmes âgées de plus de 50 ans, qui travaillent habituellement pour des particuliers comme ouvrières, employées ou domestiques, ainsi que les femmes d'ouvriers, d'employés et de domestiques, sont tenues de s'affilier personnellement ou par l'intermédiaire de leur mari à une caisse d'assurance maternelle légalement reconnue, si le revenu global de la famille ne dépasse pas 12,000 francs par an.

Ce revenu sera majoré de 1000 francs par enfant au-dessous de 16 ans.

ART. 7.

Les filles-mères, affiliées à une caisse d'assurance maternelle légalement reconnue, peuvent bénéficier des subsides de l'État prévus à l'article 10 de la présente loi.

ART. 8.

La caisse d'assurance maternelle, affiliée à une mutualité légalement reconnue, est autorisée à recevoir les subsides de l'État et des pouvoirs publics, à condition d'assurer à ses membres, moyennant paiement d'une cotisation fixée par les statuts :

1° le service d'accouchement gratuit, par un médecin ou une accoucheuse diplômée ou une indemnité équivalente;

2° eene bijkomende vergoeding van minstens 250 frank per geboorte.

Zij moet daarenboven :

A) aan de arbeidsters en vrouwelijke huisbedienden eene vergoeding verzekeren van minstens 75 t. h. voor het loonverlies, veroorzaakt door de wettelijke onderbreking en voorzien in artikel 4 dezer wet. Het loonverlies zal berekend worden naar het loon, dat tijdens de laatste tien maanden gemiddeld werd verdiend ;

B) Gelegenheid bieden aan de aangesloten huishoudsters, naar de bepalingen van artikel 7 dezer wet, zich eene vergoeding te verzekeren voor de werkonbekwaamheid en de daaraan verbonden uitgaven, die het gevolg zijn van de bevalling.

Art. 9.

Om de erkenning te bekomen, moet de moederschapsverzekering, wanneer zij ingericht wordt buiten eene erkende mutualiteit, hare standregelen ter goedkeuring inzenden aan de Bestendige Commissie der Maatschappijen van Onderlingen Bijstand.

Art. 10.

De Staatstoelagen aan de erkende moederschapsverzekeringen bedragen per geboorte voor de verzekerden, naar de artikelen 6 en 7 dezer wet, 200 frank voor de bijkomende vergoeding, daarenboven, eene vergoeding van 50 t. h. voor het geleden loonverlies of werkonbekwaamheid, naar de bepalingen van artikel 8 dezer wet. De vergoeding voor loonverlies of onbekwaamheid tot werken mag niet de 4 frank per dag overtreffen.

2° une indemnité supplémentaire de 250 francs au moins à chaque naissance d'enfant.

Elle doit en outre :

A) assurer aux ouvrières et domestiques du sexe féminin l'indemnisation d'au moins 75 p. c. du salaire perdu du chef de l'interruption légale prévue par l'article 4 de la présente loi. La perte de salaire sera calculée d'après la moyenne de salaire de l'intéressée pendant les dix derniers mois de travail ;

B) permettre aux ménagères affiliées de s'assurer, dans les conditions de l'article 7 de la présente loi, une indemnité pour l'incapacité de travail et pour les dépenses y afférentes, qui sont le résultat de l'accouchement.

Art. 9.

Les caisses d'assurance maternelle, créées en dehors d'une mutualité reconnue, doivent, pour obtenir la reconnaissance, envoyer leurs statuts aux fins d'approbation à la Commission permanente des Sociétés de Secours mutuels.

Art. 10.

Les subventions de l'État aux caisses d'assurance maternelle légalement reconnues comportent, à chaque naissance d'enfant, en faveur des femmes affiliées, conformément aux articles 6 et 7 de la présente loi, 200 francs à titre d'indemnité supplémentaire, et, en outre, une indemnité de 50 p. c. pour perte de salaire ou pour incapacité de travail, en vertu des dispositions de l'article 8 de la présente loi. L'indemnité pour perte de salaire ou pour incapacité de travail ne peut dépasser 4 francs par jour.

ART. 11.

Dezelfde Staatstusschenkomst wordt verleend voor bevalling van een doodgeboren kind, of voor eene vroegtijdige bevalling na minstens zeven maanden zwangerschap, op voorwaarde dat een geneeskundig getuigschrift bevestige, dat de dood of vroegtijdige geboorte niet aan de ouders ten laste kan worden gelegd.

ART. 12.

Dezelfde Staatstusschenkomst wordt nog verleend aan vrouwen van vreemde nationaliteit, mits : 1° regelmatige inschrijving in de moederschapsverzekering ; 2° sedert minstens tien maanden vóór de bevalling in België te zijn gevestigd ; 3° onderhoorig te zijn aan een Staat, die wederkeerig aan Belgische onderdanen dezelfde voordeelen verzekert.

ART. 13.

In verhouding tot het getal gezigde arbeiders, bedienden en huisbedienden, zullen de werkgevers, ten gunste der moederschapsverzekering, eene bijzondere bijdrage moeten betalen aan den Staat. Die bijdrage zal minstens drie per duizend bedragen van de uitbetaalde loonen.

ART. 14.

De dienst der moederschapsverzekering wordt toegevoegd aan het Ambt der Sociale Voorzorg en Verzekeringen, aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

ART. 15.

De overtredingen betreffende de moederschapszorg, bepaald onder de

ART. 11.

Les mêmes subventions de l'État sont allouées en cas d'accouchement d'enfant mort-né ou d'accouchement avant terme, sept mois au moins après la conception, à condition qu'un certificat médical atteste que la mort ou la naissance prématurée n'est pas imputable aux parents.

ART. 12.

Les mêmes subventions de l'État sont allouées aux femmes de nationalité étrangère, à condition : 1° d'être régulièrement affiliée ; à une caisse d'assurance maternelle ; 2° d'être domiciliées en Belgique depuis dix mois au moins au moment de l'accouchement ; 3° d'appartenir à une nation qui assure à titre de réciprocité les mêmes avantages aux Belges.

ART. 13.

Les patrons sont tenus de verser à l'État une cotisation spéciale en faveur des caisses d'assurance maternelle en proportion du nombre d'ouvriers, employés et domestiques au service de l'entreprise. Cette cotisation sera au moins de trois pour mille du montant des salaires payés.

ART. 14.

Le service de l'assurance maternelle est rattaché à l'Office de la Prévoyance et des Assurances Sociales institué au Ministère de l'Industrie et du Travail.

ART. 15.

Les contraventions aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente loi concer-

artikelen 1, 2, 3 en 4 dezer wet, vallen onder toepassing der artikelen 13, 14, 15, 16 en 18 der wet van 13 December 1889.

De overtredingen betreffende de moederschapsverzekering vallen onder de toepassing der strafbepalingen van de andere verzekeringswetten in België.

nant la protection maternelle tombent sous l'application des articles 13, 14, 15, 16 et 18 de la loi du 13 décembre 1889.

Les contraventions en matière d'assurance maternelle tombent sous l'application des dispositions pénales des autres lois d'assurance belges.

René DEBRUYNE

Em. ALLEWAERT.

H. MAMPAEY.

F. VAN CAUWELAERT.

P. VAN SCHUYLENBERGH.

Jules PONCELET.

